



Réunion nationale des comités

14 - 15 décembre 2013

Compte rendu

Samedi 14 décembre

9 h 30 : Accueil

10 h : Introduction, présentation des objectifs de la réunion nationale.

10 h 15 : **Thème : Construction et intervention des comités**

Echange autour des tâches d'intervention des comités, échanges d'expériences, d'idées pour relancer le NPA. En partant d'éléments de bilan de notre intervention dans les entreprises, les lieux d'études et les quartiers, discussion sur les initiatives de luttes, les questions de stratégie d'action et d'alliances au niveau local, de leur articulation avec le national. Partage d'expériences, présentation d'initiatives, implication des comités et question du recrutement.

Débat en plénier (environ 1h) puis débats en commission (environ 2h) sur différents aspects du thème.

Plénier : plusieurs introductions par des comités sur des expériences locales.

Intervenir et construire au travers d'une mobilisation sur le logement, autour d'un élu municipal, dans une lutte (l'exemple de Quimper/Carhaix).

Ateliers sur les activités des comités :

- 1) Intervention dans la jeunesse
- 2) Entreprises
- 3) Logement, quartiers populaires, services publics, projets inutiles, transports
- 4) Municipales
- 5) Immigration, Roms, Sans-papiers
- 6) Extrême droite

13 h 15 : Repas préparé par l'équipe d'animation

14 h 45 : Point souscription

15h15 : **Thème programme : l'Europe**

Plénier avec débat : En finir avec l'Europe du Capital, place à l'Europe des travailleurs

16 h 45 : Pause

17 h 00 : **Ateliers :**

1/L'Union européenne maillon faible de la mondialisation (division internationale du travail, projet d'accord transatlantique, partenariats régionaux, forces et faiblesses de l'UE. Y a-t-il un rôle politique et militaire de l'UE ?)

2/ L'Union européenne, un montage antidémocratique (comment fonctionne réellement l'UE, rôle des États membres, normes et « gouvernance », place prépondérante de la Cour de Justice, Schengen, Frontex...)

3/ La BCE, l'Euro, la dette et l'austérité (au nom de la dette une austérité généralisée, pilotée par la BCE, s'abat sur les populations des États membres. Rompre avec la BCE implique-t-elle la sortie de l'Euro)

4/ L'Union européenne en crise, montée de l'extrême-droite (dans de nombreux États membres, la tentation de la « solution » souverainiste, voire fasciste, menace la classe ouvrière)

5/ Résistances populaires, quelles perspectives ? (Grèves massives, manifestations les victimes du Capital résistent)

18 h 30 : **Soirée festive avec repas fourni par les régions et animation musicale**

Dimanche 15 décembre

9 h 00 : **Thème : Fonctionnement**

Le fonctionnement interne de notre organisation, combiner démocratie et efficacité.

L'articulation entre le local et le national dans les deux sens, rapport directions comités. Importance de l'apport et de la vie des comités dans l'élaboration de la politique du parti. Comment organiser un échange permanent entre les différents niveaux d'activité ? Comment mettre en commun les compétences ? Mutualisation du matériel militant des comités.

Introduction et débat en plénier

10 h 30 Pause

10 h 45 reprise en ateliers :

- 1) Lien comités et directions
- 2) Accueil nouvelles et nouveaux militantEs
- 3) Place des femmes dans le parti
- 4) Formation

12 h 15 : Point Presse.

13 h : Fin



Première réunion nationale des comités : quelques éléments de bilan

La première réunion nationale des comités du NPA s'est déroulée les samedi 14 et dimanche 15 décembre 2013 à Nanterre. Elle a regroupé 128 participantEs dont 58 membres du CPN et de la commission de médiation, représentant 78 comités différents. Loin donc des 240 comités du parti.

Du point de vue des conditions matérielles, l'espace utilisé n'était pas optimum et nous a contraint à regrouper librairie, presse et repas dans l'amphi destiné aux plénières. C'est malheureusement souvent la rançon pour pouvoir bénéficier d'un lieu gratuit. Ces inconvénients ont été partiellement compensés, de l'avis de la plupart des participantEs par le caractère convivial d'un repas chaud et bio dû à l'investissement d'une petite équipe de camarade qu'il convient, encore une fois de remercier de même que les musiciens amis et camarades qui ont offert une animation musicale de qualité lors du repas du samedi soir, pris aussi en commun avec les spécialités apportées des régions.

Sur le plan politique, partant de la nécessité de mettre en œuvre une décision du congrès intégrant cette initiative dans les statuts, il a fallu tenir compte d'attentes diversifiées, d'interrogations sur la fonctionnalité et les objectifs d'une telle réunion. Les choix de thèmes, issus de propositions formulées par une quinzaine de comi-

tés, ont donné lieu à quelques discussions. Il aura fallu trois discussions au CE pour aboutir à un ordre du jour, à appréhender dans le cadre d'une première mise en œuvre. Dans les faits, l'ensemble a permis la possibilité d'expression des comités, de partage d'expérience et de moments de réflexion politique collective (sur l'Europe). Cette formule n'a pas satisfait tout le monde mais s'avère assez complémentaire. Les ateliers ont donné l'impression d'avoir un vrai lieu de débat et de partage plus efficace. Ils ont permis de voir les besoins de centralisation et de partage d'expérience mais aussi que le NPA est présent sur le terrain et milite... Des liens ont été tissés pour renforcer nos moyens d'actions et d'intervention et des propositions issues des discussions sur le fonctionnement vont être mise en œuvre.

Au final, l'appréciation globale des participantEs a été positive. L'objectif est maintenant d'asseoir dans le temps une initiative où on peut parler de ce qu'est et ce que fait le NPA sans autres enjeux qu'améliorer et faire parti ensemble.

Vous trouverez dans ce bulletin de compte rendu l'ensemble des introductions dans les plénières et les ateliers. En espérant que cela montrera l'intérêt de cette initiative et encouragera à une prise en charge plus collective de la prochaine édition...



Introduction

Christine – Comité de Sotteville-lès-Rouen

Le contexte et les objectifs de cette rencontre

Première réunion nationale des comités ; première car nous avons voté à une large majorité lors de notre dernier congrès la tenue d'une réunion annuelle qui : « permettra de mettre en commun l'activité des comités, de faire partager les expériences, d'aborder des sujets ayant pour enjeu l'intervention et la construction dans des domaines particuliers et d'avancer dans l'élaboration de notre stratégie et de notre projet en tant que parti anticapitaliste »

Cette rencontre 2013 se tient dans une situation complexe. Avec une crise généralisée économique, sociale, écologique, politique ; une crise du système qui exige pour les classes dominantes, particulièrement en Europe des politiques sans cesse plus dures à l'égard des exploités et opprimés. Un discrédit du gouvernement. Mais aussi les difficultés du mouvement social, difficultés subjectives et objectives des résistances... Et avec une extrême droite qui cherche à apparaître comme le recours et donc une course de vitesse entre les deux. La situation est contradictoire aussi pour le NPA : un NPA affaibli par la scission mais pas seulement... loin du projet initial de regrouper tous les anticapitalistes. Mais toujours présent et irremplaçable. Politiquement irremplaçable comme parti anticapitaliste farouchement opposé à la politique du gouvernement ; ouvert sur différents terrains et formes de mobilisations ; unitaire.

Rien que ce dernier trimestre, nous avons été présents en Bretagne, le 2 novembre, à Lorient, le 23 novembre, le 30 novembre à Carhaix. Présent aussi le 1er décembre à Paris. Mais aussi la force politique la plus présente dans de nombreuses initiatives : à la manif de Marseille contre le FN le 14 septembre, à la marche contre le racisme et pour l'égalité des droits le 7 décembre.

En tant que parti, nous sommes confrontés à un double défi : construire un parti totalement tourné vers l'extérieur, pour agir et pour comprendre et un parti qui sait aussi prendre soin de lui-même et de ses membres.

Donc cette rencontre est consacrée à la seconde tâche pour mieux faire la première. Il s'agit de profiter pleinement de cette échéance que nous nous sommes données collectivement pour échanger, débattre sans enjeu de vote ou d'élection de direction, pour nous réconcilier avec nous même et avec l'idée que nous nous faisons du débat interne, qui peut être fructueux et productif.

Quelques mots sur l'état du parti. Nos finances sont saines mais nous avons besoin de réussir la campagne financière pour assurer notre présence politique à tous les niveaux. A ce jour nous en sommes à 1005 dons pour 147 000 € : 4 fois plus de dons que l'année dernière à la même date. Nous avons 245 comités, 2343 adhérents selon les chiffres actualisés au printemps.

Des informations partielles semblent indiquer que nous avons de nouveaux contacts ou le retour de camarades qui s'étaient éloignés... parce qu'il y a des débats qui avancent, des décantations... à nous de ne pas rater le coche. Concernant l'hebdo et la revue : nous ne les avons pas seulement renommés « l'Anticapitaliste » mais tous les lecteurs (pas encore assez nombreux) s'accordent pour dire que notre hebdomadaire est meilleur, plus intéressant, plus lisible...

Le déroulement de la rencontre

L'objet de la matinée : construction et intervention des comités avec présentations et temps d'échange en plénièr puis discussion en commissions. Nous avons besoin de mesurer la richesse de l'intervention réelle, de donner une visibilité nationale de ce qu'on fait, de confronter nos expériences... 3 exemples seront présentés pour introduire la discussion. Ces derniers temps on a pas mal parlé du rôle de nos camarades en Bretagne pour construire un pôle ouvrier dans les manifestations mais ce rôle est joué aussi dans d'autres régions, dans d'autres luttes avec toujours l'idée de construire le rapport de force, de construire l'unité et la convergence, d'articuler intervention dans l'entreprise et intervention locale comme dans l'Eure pour la construction du comité de soutien à M-Real. Dans les villes et régions, nos camarades sont présents et actifs dans les luttes pour le droit au logement (ce sera l'une des introductions), dans les combats contre les expulsions de sans-papiers ; mais aussi contre les gaz de schiste ou contre l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure ou tel ou tel projet inutile... Enfin, beaucoup de comités travaillent à construire des listes pour les élections municipales, mais nous avons peu d'échange sur ce travail politique spécifique, ce qu'il permet ou pas...

Cet après-midi : l'Europe. Ce débat correspond au deuxième objectif fixé à nos réunions nationales des comités : « avancer dans l'élaboration de notre stratégie et de notre projet en tant que parti anticapitaliste ». Il est assez incontournable de poser la question de l'Europe et d'inscrire notre réflexion dans le cadre européen. Mais il ne s'agit pas de reprendre les débats du congrès, de reproduire les discussions position contre position. Nous aurons une introduction et de premiers

échanges en plénier puis la possibilité d'approfondir en commissions : forces et faiblesses de l'Union Européenne dans la mondialisation capitaliste. Comment ça fonctionne ? Le montage antidémocratique. Dette, Euro, BCE... La montée de l'extrême droite. Les résistances.

Dimanche matin : le fonctionnement ou comment combiner démocratie et efficacité... Avec là aussi une introduction en plénier puis des commissions sur les liens entre comités et directions (CE, CPN, commissions), l'accueil des nouveaux/elles, la place des femmes dans le parti, la formation.

Nous devons réussir cette première rencontre. C'est ce qui, par la publicité que nous en ferons, donnera envie à davantage de comités pour une plus grande implication dans la préparation de la prochaine afin qu'elle soit réellement : « organisée par et pour les comités », qu'elle « permette de donner toute leur place aux comités et la parole à toutes et tous les camarades à la base tant sur les questions d'orientation que de fonctionnement. » Et réussir la rencontre c'est aussi la convivialité, un repas bon et bio, une soirée avec musique et produits régionaux parce que nous voulons un parti accueillant et chaleureux.

Construction et intervention des comités

Comment construire dans le cadre d'une lutte pour le logement

Sandrine – Comité de Clermont-Ferrand

Tout d'abord, je vais faire un point pour préciser le contexte dans lequel s'est installée cette lutte. Déjà en 2010, les élus du conseil général et de la municipalité de gauche ont été alertés des problèmes récurrents concernant le logement d'urgence des demandeurs d'Asile. Des vœux ont été votés dans chacune des assemblées concernées. En 2011, à la fin de la trêve hivernale, ce sont 130 personnes dont des familles avec enfant en bas âge surtout des demandeurs d'asile et sans papiers qui se sont retrouvés à la rue, des actions ont été menées en direction du conseil général avec son occupation, et comme s'était sous un gouvernement de droite dans la journée des solutions d'hébergements en hôtel avait été trouvées pour tous via le conseil général, la municipalité qui eux étaient de gauche.

Mais la situation du logement d'urgence est restée critique. Lors des réunions hebdomadaires de RESF (auxquelles le NPA participe) ce point a été abordé afin de réfléchir aux actions que nous pourrions mener pour obtenir un logement pour tous en lien avec le collectif Alerte logement qui regroupe les associations caritatives (Secours populaire, Secours catholique, Resto du cœur et asso un peu plus politique LDH, Cimade, DAL, RESF). A ce moment là, pris plus par la gestion des urgences, il était difficile de mener à bien des discussions politiques.

Ces luttes sur les logements ont pris une tournure plus revendicative et politique avec la mise à la rue le 2 septembre 2013, veille de rentrée scolaire, de 350 personnes dont 120 enfants. Ces familles de sans logis avec ou sans papiers, demandeurs d'asile qui étaient hébergées en chambre d'hôtel jusqu'alors via le 115 (logement d'urgence) géré par l'ANEF (association nationale d'entraide féministe) à qui l'Etat n'avait pas payé les sommes qu'il lui devait. Cette association a décidé tout

simplement de stopper le paiement des nuitées d'hôtel car elle n'en avait plus les moyens. Donc dans l'urgence, il a été décidé d'appeler toutes les personnes à la rue et leur soutien à se rassembler dès 9h du matin ce jour là sur la place principale de la ville. Le rassemblement a duré toute la journée. En début de soirée, il a été décidé de se réfugier dans une église se trouvant juste à côté. Une AG a eu lieu pour faire le point de la situation et réfléchir aux suites. Il a été décidé de faire une déclaration pour expliquer la situation et demander à l'ensemble des collectifs RESF et autres concernés par la problématique du logement de faire pareil que sur Clermont-Ferrand. La solidarité s'est organisée. Le collectif des sans logis de la place de Jaude est né, comprenant les syndicats CGT, Solidaire, FSU, Unef, les associations RESF, LDF, Cimade, Hôtels vils (squatt culturel), DAL, GA, EELV, PCF, GA, NPA, CGA).

Aucune avancée n'avait eu lieu de la part des autorités, ni la mise à disposition d'un gymnase. La seule réponse qui fut faite venant de la préfecture c'est que les personnes pouvaient rester dans l'église le temps qu'il faudra et qu'il ne seront pas délogés. Des tours de garde ont été mis en place pour sécuriser le lieu. En plein milieu de la nuit, un incendie criminel probablement commandité par des fachos s'est déclaré et tout le monde s'est retrouvé à dormir dehors. Les réseaux ont été activés, des barnums ont été apportés et le campement sur la place s'est mis en place. La municipalité PS a apporté comme seule réponse l'ouverture d'un gymnase excentré par rapport aux campements et qui ne pouvait accueillir que 60 personnes. Les personnes non logées ont refusé unanimement cette proposition qu'il jugeait indécente. Et il y avait un souhait parmi eux de

rester tous ensemble pour continuer la lutte. La vie dans le campement s'est organisée (coin pour l'école, coin infirmerie avec présence d'un médecin à certaines heures, coin sanitaire, coin cuisine, coin logement). Les autorités ont attendu deux jours avant de mettre à disposition des sanitaires et seulement deux.

Des AG avaient lieu tous les soirs pour décider des suites. Plusieurs mobilisations ont eu lieu regroupant à chaque fois un peu plus de monde. Cette lutte a permis de faire se rencontrer des militants qui ont du mal parfois à travailler ensemble, ainsi que des citoyens lambda qui ont eu envie de s'engager pour cette lutte. Une convergence a eu lieu avec la manifestation des salariés pour les retraites du 11 septembre avec une prise de parole d'un membre du collectif à la fin de cette manif. Plusieurs déclarations ont été faites afin d'informer les médias de cette lutte. De nombreux médias étaient présents.

Tout le long du mouvement, des rencontres ont eu lieu (municipalité, préfecture, ANEF, Conseil général...). La municipalité n'a rien fait pour améliorer la salubrité du campement, n'as pas mis à disposition d'eau, ni d'électricité. Ce sont les militants qui se sont débrouillés. Elle a même fait un arrêté afin de couper l'électricité du campement suite à une plainte. Au bout de trois jours, après maintes discussions et la mise en place de référés libérés par les avocats, un jugement favorable a obligé la préfecture à reloger une vingtaine de famille. La municipalité a mis à disposition de la préfecture un gymnase qui se trouvait beaucoup plus proche du campement.

En AG, il avait été décidé d'accepter les 2 lieux, le gymnase pour que les plus fatigués, les malades et les enfants puissent se reposer et garder le campement pour la lutte.

Les autorités ont mis en place une tentative de division de la lutte entre ceux qui disait qu'il fallait se rendre au gymnase et ceux qui étaient contre. L'Accès au gymnase était réglementé, les personnes ne pouvaient pas par moment sortir librement et le lieu était encadré par la police. La municipalité PS accusa les militants d'entraver la bonne marche de la gestion de ce centre d'hébergement. La fin du campement s'est fait de façon violente, alors que plus personnes ne logeait sous les barnums et que les militants commençaient à libérer la place, une charge violente de policier a eu lieu, un militant a été jeté à terre, les CRS entourant le campement pendant que les employés municipaux sur ordre du maire jetait à la benne ce qui restait de la solidarité apportée par les habitants de la ville. A savoir que la mairie organisait le lendemain sa fête de l'égalité et de la diversité et ne voulait pas qu'il reste l'image de ce campement lors de cette fête ce qui n'aurait pas été bon pour le campagne de communication en vue des municipales. Une militante s'est faite arrêter suite à cette intervention et a été jugée.

Au gymnase, les policiers présents devant le gymnase, ont sorti les sept célibataires non logés et les militants qui les soutenaient en les poussant violemment vers la sortie. Pour la préfecture, tout était réglé, plus personne dehors, car pour elle les célibataires qui ne sont pas logés c'est de leur faute car ils ont refusé d'être logés dans des cabanes de chantier.

Le NPA a pris part à cette lutte avec ses moyens en étant présent tous les jours sur le campement ainsi qu'aux manifestations, en publiant sur son blog les évolutions de la lutte, en envoyant un communiqué de presse aux médias. Le NPA localement a essayé de faire le recensement pour savoir si dans d'autres régions des luttes existaient sur cette thématique (des réponse de l'Isère, du Calvados et de Bourg en Bresse ont été reçues) des liens ont pu avoir lieu avec certains camarades. Malgré tout la lutte continue. Le lendemain du saccage du campement, une manifestation a eu lieu en pleine fête de l'égalité et de la diversité organisée par la ville. Suite au rapport de force, la parole a été donnée à la tribune afin que nous puissions expliquer la situation et la non action des autorités. Une autre mobilisation a eu lieu une dizaine de jours après lors de l'inauguration de l'opéra pour répéter nos revendications : un toit pour tous, réquisition des logements vides, des papiers pour tous. Après plus de 10 jours de mobilisation, le bilan est mitigé. Il a été obtenu l'ouverture de 2 centres d'hébergement, un de 60 places avec studios et appartements et un autre plus petit mais les personnes se retrouvent à la rue de 9h à 17h30. Des promesses non tenues, turn-over toutes les semaines entre les différentes structures d'hébergement, arrestation des OQTF pour les expulser, retour dans les logements en hôtel qui était proscrits (insalubre, accueil maltraitant). Chaque semaine des dizaines d'enfants dorment à la rue.

Lors de l'occupation de la mairie pour demander la réquisition des logements vides, la seule réponse de la mairie fut l'envoi de CRS avec gazage. Mais ceci a permis de tisser des liens forts entre différents réseaux militants citoyens pour continuer l'action, même si de fortes divergences existent concernant les modalités d'actions. La situation n'est pas réglée, les problèmes du logement d'urgence persistent encore.



Une expérience municipale

Laurent – Comité de Chambéry

Si le comité de Chambéry n'a pas été épargné par la crise du NPA, il est parvenu à maintenir un certain niveau d'activité grâce au siège de conseiller municipal que la LCR avait obtenu en 2008. Comme dans toute ville-centre, un siège d'élu offre en effet visibilité et crédibilité, ce qui permet au NPA d'être localement considéré comme une force qui compte. Il permet aussi d'effectuer à l'échelle locale la démonstration de la justesse de notre ligne : dans le difficile contexte de montée en puissance du FdG, notre présence au conseil municipal a permis de mettre en évidence les contradictions du FdG, notre travail dans l'institution pointant en négatif l'inutilité des élus communistes qui à Chambéry comme ailleurs sont de loyaux partenaires du PS au pouvoir.

Dans l'utilisation de notre siège au conseil municipal, nous avons combiné une approche institutionnelle classique, en développant dans le conseil municipal un travail d'opposition à la majorité gauche plurielle avec un investissement reconnu sur les dossiers, avec une volonté de subvertir l'institution, en utilisant notre siège comme un porte-voix permettant de construire des mobilisations sur toute sorte de sujets. Nous avons pour cela utilisé tous les moyens possibles : journal municipal, conférence de presse avec les médias locaux, diffusion périodique d'un compte-rendu et surtout utilisation d'un blog, très connu sur la ville de Chambéry, dans lequel nous diffusons toutes les informations municipales.

<http://chamberycentspourcentagauche.fr/blog/>

Notre première expérience a porté sur la construction à Chambéry d'un carré musulman : durant la campagne municipale, nous avons en effet été amenés, après un débat interne, à soutenir cette revendication des associations musulmanes que la municipalité socialiste refusait d'accepter au nom d'une hypocrite laïcité. Après les élections, nous avons rencontré les associations musulmanes, qui étaient dépités par la reconduction de la municipalité, en les encourageant à se mobiliser : avec notre aide, elles ont pris conscience de leur force et sont parvenues à réunir 1200 lettres que nous avons amenées au conseil municipal, en expliquant à la municipalité que si la revendication n'était pas satisfaisante dans le mois qui venait, les signataires viendraient en manifestation au prochain conseil municipal. Nous n'en avons pas eu la possibilité, car la municipalité a capitulé, annonçant la construction d'un carré musulman.

Sur ce modèle, nous avons mené toutes sortes de campagne. Nous l'avons parfois fait, quand c'était possible dans un cadre collectif : cela a été par exemple le cas

lorsque nous avons alerté la population sur la volonté de la municipalité d'introduire la vidéosurveillance, en montant avec la mouvance un collectif qui, s'il n'a pas obtenu le retrait du projet, a néanmoins permis de mener une forte opération sur le conseil municipal qui a connu une séance mémorable.

http://www.dailymotion.com/video/xp41t5_quand-misere-desespoir-et-contestation-s-invitent-au-conseil-municipal-de-chambery_news

Dans d'autres circonstances, nous avons agi seuls : cela a été par exemple le cas lorsque la maire a refusé de mettre aux voix notre vœux sur l'Afghanistan, ce qui nous a permis de mener dans Chambéry une campagne sur un sujet difficile, en nous donnant en particulier la légitimité de détourner le défilé des troupes lors d'un 11 novembre.

http://www.dailymotion.com/video/xb437m_11-novembre-2009-a-chambery-npa-s-i_news

Nous avons parfois obtenu de réelles avancées : cela a par exemple été le cas avec la campagne que nous avons menée contre la délégation des parcmètres de la ville à Vinci, en combinant dénonciation argumentée des profits illégitime de Vinci, diffusion de tracts et collage sur les parcmètres d'un autocollant pour dénoncer la situation.

http://www.dailymotion.com/video/xccf0m_laurent-ripart-conseiller-municipal_news

Mise en difficulté, la municipalité a cédé et a repris les parcmètres de la ville en régie directe, ce qui nous a privé d'un facteur intéressant de mobilisation. Dans d'autres cas, même si nous n'avons pas vraiment gagné, nous avons mis en difficulté la municipalité : cela a en particulier été le cas sur la question de la dette, où avec le collectif pour un audit citoyen, nous avons mis en place une bonne mobilisation grâce à la crédibilité que nous avons acquise sur le sujet.

<http://www.lavoixdesallobroges.org/politique/445-chambery-et-les-emprunts-toxiques>

Au total, si nous avons eu notre lot de difficultés et que nous n'avons pas été épargnés par les scissions qu'a connues le NPA, nous avons pu maintenir une forte activité grâce à notre activité municipale. Chaque conseil municipal a été en effet l'occasion de construire une lutte, en déposant des textes de soutien aux luttes locales ou en encourageant les collectifs de lutte à venir intervenir directement au conseil municipal. Chaque conseil municipal est aussi devenu une tribune que nous avons utilisée pour dénoncer la politique des capitalistes qu'elle fût conduite par Sarkozy ou par Hollande.

Demat les amis, demat les camarades

Pour bien comprendre la révolte bretonne et le mouvement des bonnets rouges avec toutes ses contradictions il faut, à mon sens, bien comprendre la Bretagne et particulièrement le centre Bretagne et ses spécificités. D'abord d'un point de vu géographique, ce territoire des terres centre bretonnes nous l'appelons le Kreiz Breizh.

Le Kreiz Breizh depuis des années et des siècles est une terre oubliée, une terre où on ne compte plus les promesses politiques tombées aux oubliettes. Le Kreiz Breizh est également le territoire breton qui possède le moins de densité d'un point de vue population. Dans nos petites villes ou villages, il y a très peu de grandes entreprises mais énormément de PME-PMI, artisans, petits paysans qui en ont bien profité économiquement dans une période appelée « les 30 glorieuses ».

Le constat actuel est dramatique. Les enfants ont repris les exploitations et les terres de leurs parents, mais aujourd'hui ils souffrent. Les suicides d'agriculteurs se succèdent dans un silence assourdissant. Les PME et PMI sont étouffées sous la mondialisation. L'atout d'il y a une soixantaine d'année d'être au cœur de la Bretagne pour vendre en Bretagne en étant à une heure de trajet de toutes les « grandes » villes s'est transformée en handicap lorsqu'il a fallu travailler sur l'export. Nous sommes devenu l'extrémité économique d'un pays, d'un continent.

Le Kreiz Breizh plongé dans cette situation de crise sociale, économique et démographique profonde possède toutefois d'énormes atouts. L'un d'entre eux, la capacité de cette population à s'unir pour mener la révolte. La Bretagne de ce dernier siècle s'est construite avec les luttes qui ont jalonnées son histoire : en 1961, la révolte des paysans ; en 1968, la gratuité de l'ensemble des routes en Bretagne ; en 1981, Plogoff contre le nucléaire.

Mais bien avant, en 1675, il y eu la révolte des bonnets rouges. Louis XIV part en guerre contre la Hollande. Il lui faut remplir les caisses. Il charge Colbert de créer de nouveaux impôts. La taxe sur le papier timbré voit le jour. Le peuple centre breton se soulève car il est déjà asphyxié sous les contraintes et la misère. La colère populaire se dirige vers l'état jacobin centralisé à Paris et sur les seigneurs bretons symbole du profit de cette politique. Si je vous ai listé cette suite de lutte, auxquelles j'ajouterai celle d'aujourd'hui, c'est qu'elles possèdent toutes un point commun outre celui de se dérouler en Bretagne. Elles se sont toutes construites

par le soulèvement populaire large, toutes tendances politiques ou pas, tous syndicalismes ou pas, toutes classes sociales confondues. En Bretagne et pour une écrasante majorité, nous avons un sentiment d'attachement à notre pays. Certain l'appelleront « régionalisme », d'autres « autonomisme » et pour quelques fachos peu représentatifs « nationalisme ». Si je précise « peu représentatifs » c'est que ici les scores de l'extrême droite, sous ses différents visages, sont quasi insignifiants. Maintenant revenons sur la lutte des bonnets rouges version 2014.

Au départ une poignée d'ouvrières et d'ouvriers de Marine Harvest dont l'usine qui dégage 511 millions de bénéfices doit fermer interpelle le maire de Carhaix, Christian Troadec et le petit porte-parole du NPA Kreiz Breizh que je suis. Une première réunion est organisée le 18 octobre en soutien aux Marine Harvest, avec l'idée de rééditer la mobilisation victorieuse de 2008 contre la fermeture de l'hôpital de Carhaix. Cette réunion importante fut largement au-dessus de toutes les espérances : plus de 600 personnes se sont massées pour remplir la salle. L'interdiction des licenciements est au menu du jour. Une revendication bien reçue dans le public tant le cas de Marine Harvest est plus que choquant. C'est à l'issue de cette soirée que sera décidée la grande manifestation contre les licenciements et pour l'emploi le samedi 2 novembre à Quimper. Une semaine plus tard se déroulait les événements de Pont-de-Buis, organisés par la FDSEA.

Au lendemain de la manif de Quimper, la motivation est grande. Si l'effet « Bonnets Rouges » marche à plein régime, c'est qu'il est le symbole en Bretagne de la colère et du peuple. C'est une vieille histoire. Mais son dévoiement et sa récupération (c'est le patron d'Armor Lux qui a offert les bonnets rouges sous le portique de Pont-de-Buis) a brouillé le message en particulier autour de l'écotaxe même si je pense personnellement que cette taxe est injuste et inefficace écologiquement. Le lendemain matin de la manif, nos camarades de Marine Harvest, présent en masse à Quimper, informaient qu'ils entamaient une grève illimitée avec blocus de l'usine. Nous nous sommes rendu sur le lieu pour apporter tout le soutien du comité pour l'emploi à l'action entamée par les salariés. Aux infos dans la voiture, nous apprenons que les salariés de Tilly-Sabco quittaient leur entreprise de Guerlesquin en direction de la sous préfecture de Morlaix. Les Tilly-Sabco et leur syndicat CGT enfoncèrent les portes de la sous préfecture et occupèrent les lieux pendant près de 12 heures en exigeant de rencontrer le ministre Stéphane Le Foll, même si le PDG de l'entreprise à tenté une fois de plus le coup de « l'union

sacré » comme s'il n'était en rien responsable des risques de fermeture de l'entreprise.

Le point de départ de la mobilisation est assurément la lutte pour l'emploi, contre les licenciements. Les événements de Pont-de-Buis ont quelque peu brouillé la lisibilité de l'action populaire, pour autant ils ont participé au succès de la manif de Quimper. La présence du NPA et de son porte-parole Philippe Poutou, a permis de recentrer les débats sur les thématiques de l'emploi, du moins, tel a été notre objectif. Les représentants de la FNSEA, du Medef et quelques élus UMP se sont engouffrés dans la brèche ouverte par la lutte contre l'écotaxe, en développant un discours réactionnaire et productiviste. Le NPA a fait le choix de ne pas laisser le terrain à ses ennemis de classe. Et donc de s'adresser aux salariés, au monde ouvrier lorsque certains préféreraient s'en éloigner au maximum. Je pense que toutes les forces de la gauche de la gauche doivent faire face à l'ennemi de classe et ce toujours aux côtés des salariés, pour ne pas laisser le cri de colère se transformer en vote de haine. Par notre présence nous pouvons dialoguer sur nos propositions et nos solutions comme l'interdiction des licenciements mais également l'ouverture des livres de compte des entreprises, les réquisitions ouvrières de l'outil de travail ou les nationalisations des entreprises.

Durant toute la semaine précédant la manifestation syndicale du 23 novembre, à Carhaix, à l'appel des Bonnets Rouges, les comités de défense de l'emploi de nord Finistère et de Carhaix, composé des salariéEs de GAD, de Tilly-Sabco et de Marine Harvest et de leurs responsables syndicaux n'ont pas chômé. L'idée impulsée par le comité de Carhaix était de tenter d'organiser un rassemblement de l'ensemble des salariéEs en lutte en parallèle du rassemblement des Bonnets Rouges annoncé à Carhaix pour le 30 novembre. Après une semaine de rencontre et de concertation, le « comité pour l'emploi en Bretagne » est né et s'est élargi en plus des ouvrières et ouvriers de Marine Harvest, Tilly-Sabco et Gad, à la CGT des Marins du Grand Ouest qui a soutenu toutes les actions menées pour la défense de l'emploi et des salariés et au SLB (Syndicat des Travailleurs de Bretagne).

Le texte fondateur de ce nouveau collectif qui s'intitule « Décider, vivre et travailler en Bretagne en interdisant les licenciements ! Frankiz, labour, bara ! » dénonce clairement les conditions de travail inhumaines réservées aux salariés de l'agroalimentaire, condamne les politiques européennes soutenues par les gouvernements français successifs qui ont détruit les acquis sociaux, les services publics, les garanties collectives des salariéEs au nom du libéralisme économique. Il appelle à l'unité de tous les syndicats de salariés, petits artisans et commerçants, l'unité ouvrière la plus large contre les plans de licenciements dans le privé et contre les suppressions de postes dans le public et conclut par « Les solutions existent pour combattre le libéralisme éco-

nomique. Elles passent par l'interdiction des licenciements, la réquisition ouvrière des moyens de production et la nationalisation des entreprises bénéficiaires qui licencient ». Ce texte qui circule par mail, par voie de presse appelle à un rassemblement devant la gare de Carhaix à 13 heures.

Ce 30 novembre, le rassemblement s'étoffe, rejoint par des salariés du privé mais aussi du public, de simples citoyens et des militants du Breizhistance, du FdG et du NPA mais l'on peut voir aussi flotter quelques drapeaux de la CGT et de Sud. Après la lecture du texte fondateur en français et en breton, les prises de parole des GAD, Marine Harvest, Tilly-Sabco, de la CGT des Marins du Grand Ouest et du SLB se succèdent, clairement antilibérales et pour l'interdiction des licenciements mais aussi des appels à relever la tête, à la lutte du monde ouvrier.

Ce sont au moins 1000 personnes qui partiront en cortège derrière une banderole reprenant le titre de l'appel. Fort de ce véritable succès, c'est en scandant des mots d'ordre combatifs qu'il arrivera sur le lieu du rassemblement des Bonnets rouges sur le site des « Vieilles Charrues ». Sous les applaudissements, les rangs s'écartent pour laisser le pôle ouvrier arriver jusqu'au plateau central où les dirigeants syndicaux des usines en lutte prendront à la parole et liront l'appel du comité pour l'emploi en Bretagne. Pêcheurs, agriculteurs, routiers, artisans se succéderont sur le podium où les responsables du mouvement Thierry Merret (dirigeant de la FDSEA) et Christian Troadec ont également harangué la foule très populaire estimée entre 15.000 à 20.000 personnes. Beaucoup de discours contre l'écotaxe et des discours confus contre les taxes et les « charges » en général seront martelés et sur la fierté d'être breton. Tout cela, entrecoupé de concerts des frères Morvan et de Gilles Servat qui nous interprétera ses célèbres chansons comme les « Prolétaires » et la « blanche Hermine » hymne officieux breton.

Pour le comité pour l'emploi en Bretagne, la tâche ne s'arrête pas là. Des rendez-vous sont déjà fixés pour faire le bilan de la journée mais aussi pour organiser dans les jours à venir un meeting dans le Finistère.



Atelier « Intervention en entreprises »

Robert – Comité automobile 92 nord

Une quinzaine de participantEs.

Introduction

Débattre de nos interventions en direction des entreprises se heurte à la difficulté liée à la grande disparité de nos interventions.

Les possibilités de cette intervention ont évolué considérablement de 1970 à aujourd'hui. Les restructurations des entreprises, le poids du chômage, les reculs des repères politiques rendent plus compliqué mobilisations, interventions syndicales et politiques. En même temps l'affaiblissement des bureaucraties syndicales et du stalinisme nous ouvre un espace d'intervention inédit.

La réalité est très diverse. Notre objectif reste la constitution de groupes, de comités d'entreprises regroupant pour l'essentiel des salariéEs des boîtes, branches ou regroupement locaux. Mais cette situation reste extrêmement minoritaire. La réalité c'est, en général, un réseau de contacts plus ou moins large, se reconnaissant plus ou moins dans l'orientation du NPA et diver-

sement impliqués dans sa construction. Et plus exceptionnellement de militantEs/sympathisantEs.

Dans tous les cas, il est difficile de répondre à l'ensemble des préoccupations des camarades : discussion sur l'intervention syndicale, comment répondre aux interpellations des salariéEs, formation, culture. En parallèle la publication de feuilles d'entreprises permet la discussion autour des échos d'entreprise, complètement indispensable de l'édito.

Discussion :

- une certaine radicalité dans les luttes mais une perte des « repères » ;
- les positionnements de la CGT suscitent des critiques ouvertes ;
- les « vides » militants nous imposent d'assumer à la fois le travail syndical et politique ;
- la formation des militantEs est plus que jamais nécessaire.

Atelier « Municipales »

Laurent – Comité de Chambéry

En complément de la présentation faite en plénier, le temps de l'atelier a été exclusivement consacré à la présentation par les camarades présentEs, ville par ville, des différentes configurations et des discussions en cours, au 14 décembre, pour les élections municipales : listes NPA seul, listes unitaires (avec quelles composantes), etc. Par manque de temps, il n'y a pu y avoir de discussion sur les programmes.

Les départements et villes suivantes étaient présentEs : Creuse, Gironde, Rouen, Poitiers, Arles, Saint-Denis, Pantin, Lyon, Bergerac, Strasbourg, Perpignan, Romainville-Les Lilas, Chambéry, Annecy, Bourg-en-Bresse, Paris, Louviers, Beauvais, Montreuil, Créteil, Hennebont.

Atelier « Immigration, Roms, Sans-papiers »

Denis – Comité de Paris 18

PrésentEs : Ludovic (Dignes), Pierre (Nantes), Josie (Perpignan), Steven (Bordeaux), Nina (Rouen), Bakari (CSP17), Cheikh (CSP17), Abdoulaye (Paris 17), Alex (Paris ENS), Claire (Dunkerque), Danielle (Dijon), Pierre (CE), Christian (CE), Denis (Paris 18)

Denis : Impliqué avec Sans-papiers mais certaines choses valables pour les Roms. Cette question est au croisement de l'économique (baisse du prix de la main

d'oeuvre) et du politique (racisme, rapports nord-sud). Bon exemple : Foyer Baras à Montreuil, des centaines de Maliens principalement qui ont fui la Lybie, passés par l'Espagne et l'Italie avec carte sans droit au travail. Remontés vers la France, questions du logement et du droit au travail, papiers. Vue la crise : les attaques contre les sans-papiers (comme contre les Roms) vont donc s'accroître. Actuellement, augmentation du nombre d'OQTF (Obligation de quitter le territoire),

malgré les annonces de Valls qu'avec la circulaire on sortait de l'arbitraire, cela continue mais dans un contexte où il est de plus en plus difficile de gagner des dossiers. Il y a un an, autour de la grève de la faim à Lille, compréhension dans un paysage très divisé des collectifs de sans-papiers qu'il fallait l'unité et se fédérer. Cela a abouti au bout de quelques mois à l'UNSP (Union Nationale des Sans-Papiers). De plus en plus de collectifs de la région parisienne (une douzaine actuellement), mais il en reste encore en dehors. Et très peu en région (essentiellement CSP59). Quasi disparition en régions des collectifs de sans-papiers. Plutôt des comités de soutien et/ou associations.

Stratégie générale : fédérer, renforcer l'organisation des sans-papiers et (re)développer le soutien. Dans le fonctionnement, discussions politiques sans-papiers et soutiens ensemble mais décisions prises uniquement par les collectifs de sans-papiers. En ce qui concerne démarche vers soutien, héritage d'une profonde rupture entre collectifs sur Paris et la CGT (et du coup RESF...). De ce côté là, une réunion officielle UNSP/CGT a eu lieu il y a un mois. Pas réglé mais positif. Problème avec circulaire Valls qui fait du travail une norme, logique soutenue par CGT.

Dernier point le rôle du NPA dans l'UNSP : orientation principale dans l'UNSP, favoriser tout ce qui va dans le sens de fédérer les collectifs. Passé tellement lourd que pas facile. Importance de mobilisations communes.

Lien avec autres questions sans imposer : deux exemples différents : dans le cas des manif contre le mariage pour tous, empêcher tentation des sans-papiers d'aller dans toutes les manif et donc aux manif opposées au mariage. Finalement un des slogans de l'UNSP dans toute cette période a été « Mariage pour tous, papiers pour tous, c'est ça l'égalité des droits ». Dans le cas de l'intervention française au Mali, divergence avec sans-papiers maliens favorables pour des raisons d'urgence à l'intervention. Mais du coup des débats ont été organisés sur la question pour s'expliquer, rencontre entre le principal délégué de la CSP75 et Olivier Besancenot suite à la tribune dans Libé et une réunion avec plusieurs dizaines de personnes (des camarades du NPA et des sans-papiers) à Taine. Beaucoup de respect mutuel suite à ces discussions franches et ouvertes. On peut aider grâce à notre implantation nationale à fédérer les initiatives.

Josie (Perpignan) : en train de tenter de remonter collectif de sans-papiers (plutôt des déboutés du droit d'asile - Europe de l'est et Asie) à l'initiative de Cimade et Asti. Mais pression notamment du PCF pour empêcher actions. Plutôt administratif. Tentative d'organiser des parrainages mais pour l'instant seulement membres du NPA. Pas de manifestation le 7 décembre mais beaucoup de monde le 30 novembre. Peut-être bien que camarades sans-papiers viennent pour expliquer comment on peut faire.

Abdoulaye (Paris 17) : délégué et fondateur de CSP 17 explique comment ont commencé à partir de rien jus-

qu'à regrouper plusieurs centaines. Constitution de dossier puis ensuite lien avec préfecture. Aide des soutiens pour monter les dossiers. Mais actuellement situation difficile pour les dossiers. Ont participé à fondation de l'UNSP. Prêt à aller à Perpignan.

Pierre (Nantes) : implication sur Roms. Et difficile.

Pierre (CE) : Beaucoup de problèmes sur ce front là d'une part situation du mouvement et climat général. Mais aussi sur quoi taper parce que ouvertures qui avaient permis St Bernard ou RESF et grève CGT n'existent plus. Problème de circulaire Valls avec des normes qui s'imposent et surtout norme du travail. Une sorte de retour à la carte de travail totalement dépendante des patrons alors que précarité du travail se développe. En même temps mouvement lycéen très étonnant car mobilisation pas du tout sur la base du soutien à « des bons élèves » « bien intégrés », etc. Comme parfois RESF a tendance à le mettre en avant. Là ce n'était pas le cas et pourtant mouvement de solidarité.

Ludovic (Dignes) : Connecter à question des quartiers populaires. A Dignes tentative faite par NPA de mobilisation sur le Mali a été un bide intégral. Par contre soutien à la famille suite à une agression raciste a créé un changement radical de situation avec une séparation entre les organisations traditionnelles et la population. Nous avons choisi d'être avec la population. Liens qui ont permis la mobilisation contre le local du FN. Soulève question de l'islamophobie mais aussi d'une rupture avec MRAP, RESF, etc.

Nina (Rouen) : déroulement de la mobilisation dans des lycées en solidarité avec Leonarda et Khatchik. Ont réussi à faire débrayer deux lycées et manif de plusieurs centaines où seul le NPA était présent. Dommage que vacances ont interrompu le développement du mouvement.

Claire (Dijon) : pas d'accord avec vision du MRAP. Pas homogène et uniforme.

Conclusion : échanger expériences sur liste de commission immigration et lorsque quelque chose se passe faire remonter compte-rendu/article pour hebdo. Pierre insiste sur le fait que le comité de rédaction est très demandeur notamment sur ces questions.



Europe

Pour en finir avec l'Europe du capital, place à l'Europe des travailleurs

François – Comité de Pantin

1) Nos positions sur l'Europe s'inscrivent dans une continuité historique, celle des courants qui essaient de donner une réponse internationaliste aux développements européens, et ce, depuis la première guerre mondiale. Opposer à la guerre, aux monarchies et régimes réactionnaires, au libre échange, aux diverses unions douanières ou institutions du marché unique, la solidarité et la coopération des peuples et la perspective politique des Etats unis d'Europe ou des Etats-Unis socialistes d'Europe. Il s'agit, dans notre vision, de considérer l'Europe comme une réalité historique politique, économique, culturelle - une réalité ouverte au sud et à l'est - et de donner au combat européen un contenu anticapitaliste et socialiste.

2) Depuis les années 1960, nous sommes confrontés à un projet de construction européenne des classes dominantes, contre l'URSS et le bloc de l'Est mais en concurrence avec les USA. Près de 60 années après le traité de Rome, il y a eu, pour les bourgeoises européennes, des avancées incontestables dans la mise en œuvre d'institutions politiques, économiques, juridiques, d'un marché unique et dans la constitution de l'Euro. Les forces productives étant à l'étroit dans un cadre national, cela a conduit les classes dominantes à construire des espaces plus larges indispensables aux processus de développement et de concentration du capital. C'est ce processus qui s'est cristallisé avec l'Acte unique en 1986, le traité de Maastricht après la réunification allemande et les autres traités. Mais avec une série de spécificités :

* Il y a un marché européen mais sans la constitution d'un capitalisme européen propre : il y a des capitalismes européens mais pas de grande industrie ou entités économiques européennes fortes sauf EADS. L'intégration européenne s'est faite au travers de la globalisation capitaliste et de la financiarisation du capital, avec capitaux croisés et fonds de pension nord américain ou asiatiques. Dans ce cadre, chaque capitalisme et bourgeoisie joue sa partition.

* Il y a un Euro et une banque centrale mais avec la concurrence inter-capitaliste, le corset néolibéral, et l'absence de souveraineté démocratique pour les peuples, une même monnaie pour des économies de niveau de développement différent, cela ne pouvait qu'aggraver les inégalités.

* Il y a une construction para étatique mais c'est toute une architecture institutionnelle qui échappe, là encore, non seulement à la souveraineté populaire mais

même aux formes de la démocratie de type parlementaire. C'est ce qui explique, la politique autoritaire de la « troïka » - UE, BCE et FMI - dans le sud de l'Europe et de plus en plus de restrictions démocratiques dans toute l'Europe. Les citoyens ont été écartés de ce projet. Il s'agit d'institutions pour le grand marché. Du coup pas de politique économique, sociale, fiscale, mais aussi une faiblesse structurelle sur le plan politique, diplomatique et militaire. L'UE n'a pas la capacité de décision des USA ou de la Chine.

L'Europe est, donc, dès son origine, consubstantiellement, néolibérale et antidémocratique. Ce choix est celui des gouvernements et classes dominantes de chaque pays.

Aussi, nous ne sommes pas d'accord pour dire, face aux politiques d'austérité, de renvoyer, chaque fois aux responsabilités de l'Europe ! Non, l'UE c'est le dispositif choisi par chaque bourgeoisie pour valoriser son économie et ses positions dans l'économie mondiale, en augmentant la pression pour maintenir et accroître ses taux de profits.

3) Et ce sont toutes ces contradictions, que la crise va faire exploser. Il n'y a pas de capitalisme européen propre, mais, l'UE est le vecteur d'intégration des économies européennes dans la globalisation capitaliste. Cela a deux conséquences :

* La première, pour suivre la marche effrénée de la concurrence internationale avec un marché mondial de la force de travail, il faut casser le modèle social européen, bref liquider ce qui reste de conquêtes sociales et, dans certains cas démocratiques en Europe, pour maintenir et conquérir de nouvelles positions dans l'économie mondiale. D'où une baisse du pouvoir d'achat et des salaires - de 20 à 30 % dans le sud de l'Europe, une précarisation de la force de travail en Allemagne ou dans les Pays de l'Est - dérèglementation pour assurer la fameuse « concurrence libre et non faussée », démantèlement progressif de la sécurité sociale, privatisation des services publics.

* La deuxième, c'est une concurrence interne à l'UE, avec ce que les spécialistes appellent des trajectoires dissymétriques des économies de l'UE, avec de nouveaux rapports de forces exprimés par les 160 milliards d'excédents commerciaux de l'Allemagne et les 70 milliards de déficits en France, puis des différences entre les pays satellites de l'Allemagne, le sud et l'est avec en position intermédiaire de la France et de l'Italie. Résultat pour respecter la règle d'or de la lutte

contre les déficits budgétaires et les impératifs du remboursement de la dette, une politique d'austérité qui débouche sur une période longue de récession ou de croissance molle autour de 0 à 1 %. Avec une dynamique infernale : la contraction de l'activité engendre la diminution des recettes fiscales, qui approfondit les déficits et la dette, ce qui place les Etats sous la menace permanente des marchés financiers qui poussent à de nouvelles politiques d'austérité ; ce ne sont pas les mêmes politiques d'austérité : c'est l'austérité structurelle permanente. Ce qui a écarté toute relance « keynésienne » en Europe ; la crise a été contenue, le chômage peut être stabilisé, l'Union Bancaire peut contrôler une partie du secteur bancaire.

Mais nous sommes dans une période de récession ou de croissance molle. Il n'y a pas de perspective de sortie de crise et les possibilités de nouvelle crise de la dette ou du secteur bancaire ne sont pas écartées. C'est cette situation de longue période récessive qui aujourd'hui provoque un sentiment de rejet, à juste titre, de l'Europe, comme vecteur des politiques d'austérité. Un sondage donne 44 % de personnes qui considèrent l'Europe comme source de crainte et 28 % comme source d'espoir. Nous ne sommes pas dans la situation de la fin des années 70 pour les pays de l'Europe du Sud ou des années 90 avec les pays de l'est, où les fonds structurels et les aides européennes étaient synonymes de développement et d'amélioration des conditions de vie des gens. Aujourd'hui, l'Europe est plutôt associée aux politiques d'austérité. Les manifestations pro-européennes, à Kiev, expriment plus les aspirations démocratiques et le rejet de la Russie qu'une adhésion aux politiques européennes.

Et, même si les classes dominantes et les élites ont choisi la globalisation capitaliste et l'Europe, la crise « austéritaire » provoque une crise politique qui nourrit la droite et l'extrême droite et qui peut déboucher sur des régimes autoritaires.

Cela a une conclusion, bien entendu de combattre les politiques d'austérité permanente, les gouvernements de droite comme de gauche sociale libérale au niveau national comme européen, et cela passe par la rupture avec le type de construction européenne et tous les traités européens : Maastricht, Amsterdam, Lisbonne et les institutions européennes, car l'UE n'est pas réformable. Il n'y a pas de politique possible de réorientation de l'Europe qui est dès l'origine néo-libérale et antidémocratique. Il faut rompre avec le type de construction européenne mais pas avec l'Europe.

4) Mais que met-on à la place ? « Le retour au cadre national », aux monnaies et aux douanes et aux lois nationales ? Ce serait un retour en arrière, et surtout le déchainement de nouvelles tensions, confrontations voire chocs en Europe.

Prenons l'exemple de la sortie de l'Euro : ce serait d'abord l'équivalent d'une dévaluation massive, de 25 à 30 % en moins, ensuite, un déchainement protectionniste, de nouvelles guerres commerciales qui im-

seraient de nouvelles politiques d'austérité contre les travailleurs. Sortir de l'Euro dans des rapports capitalistes, c'est aggraver la crise. C'est politiquement dangereux car c'est créer les conditions d'une union sacrée nationaliste pour défendre la nouvelle monnaie nationale. C'est surtout confondre le fond -quelle politique économique - et les instruments comme la monnaie. Faire, en France, par exemple, de la « sortie de l'Euro » une question centrale, c'est tomber dans le piège du Front national, qui fait de ce découpage politique, un discriminant politique majeur. Il peut y avoir des situations, comme en Grèce où face au chantage de l'UE qui dit, « Il faut choisir, soit l'euro et l'austérité », soit « vous refusez l'austérité, mais, alors là, vous n'aurez plus l'euro ». Même si c'est difficile, les camarades grecs ont raison de dire : « Nous refusons ce chantage, nous ne ferons pas de sacrifices pour l'euro et nous n'accepterons pas les plans d'austérité, quitte à ce vous nous expulsiez de l'Union européenne ». Mais c'est une réponse de crise. La réponse de « programme » face aux développements mondiaux, la crise et les besoins des peuples, c'est de répondre à l'échelle d'espaces plus larges, d'échelles qui permettent une meilleure répartition des richesses et de nouvelles divisions du travail correspondant aux besoins.

5) Là ! Nous opposons à l'Europe actuelle, une autre Europe, une Europe au service des peuples et des travailleurs. Cela suppose de reprendre, de projeter certains points de programme nationaux et formuler un programme international européen. Nous pouvons reprendre l'idée d'un bouclier social en Europe, d'une harmonisation sociale et fiscale par le haut :

- d'un smic européen - on nous dit comment concilier le smic français de 1400 Euros et le smic portugais de 450 Euros ou le projet de smic allemand de 850 euros - cela suppose de faire converger par le haut des salaires minimum en parité de pouvoir d'achat. C'est la seule solution de longue durée aux problèmes des travailleurs détachés. On doit imposer, bien sûr, aux patrons de payer les mêmes cotisations sociales pour tous les salariés, mais à moyen et long terme il faut des niveaux de salaires comparables.
- la défense et l'extension de services publics européens ; aller vers des sécurités sociales et des systèmes de santé équivalents ;
- l'interdiction des licenciements et la mise en œuvre de plans de création d'emplois massifs et une politique d'échelle mobile des heures de travail et réduction du temps de travail vers une semaine de 30h ;
- la fin de la banque centrale et la constitution d'un service public bancaire européen sous contrôle des citoyens et des travailleurs ;

- la mise en œuvre d'une politique de planification écologique et de transition énergétique, avec de grands projets de systèmes de transports non polluants, et de protection de l'environnement ;
- une politique agricole commune qui défende l'agriculture paysanne contre les multinationales de l'agro alimentaire.

On voit qu'une telle politique européenne implique des incursions dans le système de propriété privée des grands secteurs de l'économie.

6) La mise en œuvre de ce programme implique la mobilisation populaire et le débat démocratique.

* La mobilisation populaire - c'est vrai que sur ce point, nous rencontrons des difficultés. Il y a des mobilisations sociales, voire des explosions sociales, en particulier dans le sud de l'Europe. Ces mobilisations n'ont pu bloquer les politiques d'austérité. Mais il y a tout un travail d'échange, de coordination, de réunions à faire par secteurs, par branches. La CES qui est intégrée aux plans de l'UE n'est pas d'une grande aide. Nous devons renforcer les coopérations et les solidarités entre les luttes de chaque pays. Nous devons organiser des réunions par secteurs, santé, automobile, mais il y a des limites dans ces activités. Dans tous les cas il faut afficher la solidarité internationale, tant sur le plan des luttes que dans nos activités politiques, en particulier dans les relations anticapitalistes européennes.

* Le débat démocratique est aussi très important. Il faut d'abord la défense de tous les droits démocratiques, en particulier le droit des immigrés, des sans papiers, contre une Europe forteresse. Nous voulons une Europe des droits des femmes, notamment le droit à l'avortement qui n'est toujours obtenu ou remis en cause dans une série de pays. Nous défendons aussi une Europe de la paix sans intervention militaire à l'étranger, en particulier en Afrique et une Europe qui respecte l'autodétermination des peuples, je pense à la question de la Catalogne, en Espagne, qui va être dans

les mois qui viennent une question centrale. Mais plus généralement, si nous proposons la rupture avec les traités, il faut une autre Europe, une Europe démocratique et au service des peuples et des travailleurs. Démocratique : nous devons avancer un processus constituant où les peuples décident à travers une large discussion et l'élection de délégués qui établissent une nouvelle organisation démocratique de l'Europe.

Socialiste, car dans ce débat démocratique, nous avons une proposition, autour de réponses anticapitalistes, socialistes : une Europe au service des peuples dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe. Une forme d'union qui respecte les souverainetés nationales et populaires.

Pour conclure, nous voyons, qu'à la différence de courants ou d'intellectuels qui tendent à évacuer l'Europe de notre horizon stratégique, nous pensons que nous ne pouvons pas avoir de politique anticapitaliste sans visée internationaliste et européenne. Comme l'indiquait Trotski « la révolution commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur le plan mondial ». Il y a une articulation entre le terrain national et international. Il est possible qu'il y ait une synchronisation dans le développement de révolutions, mais en général il y a désynchronisation des étapes, des moments de la lutte de classes. Chaque nation ne doit pas attendre l'autre. S'il y a des expériences progressistes dans un pays, il faut défendre les conquêtes arrachées, protéger ce qui a été gagné. Mais il faut en même temps avoir une politique d'extension, de projection internationale et surtout d'appel à la mobilisation populaire pour étendre ces processus progressistes.

Ci-dessous le lien de l'exposé fait au stage de formation de Tôtes qui a servi de base à l'introduction : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30377>

Atelier « Union Européenne et mondialisation »

Pascal – Comité de Créteil

Présentation : l'introduction à l'atelier s'est faite sur la base de l'introduction ci-dessous. Celle-ci s'appuie largement sur un travail plus conséquent élaboré par C. Samary et P. Morsu, disponible sur Internet (site ESSF).

Aux origines. Le processus de « construction européenne » est passé de la Communauté Économique Européenne (CEE) à l'Union Européenne (UE) - avec entre les deux, l'entrée en crise du monde capitaliste, au début des années 1970. L'unification allemande (1989) et l'extension vers l'Europe de l'Est de cette «

construction », ont radicalisé le tournant néo-libéral des années 1980.

Mondialisation capitaliste : de quoi parle-t-on ? Depuis le début du XX^e siècle, nous sommes dans l'époque impérialiste, caractérisée notamment par la montée des affrontements entre puissances rivales, la formation de monopoles, la fusion du capital bancaire et industriel, l'exportation des capitaux¹. L'impérialisme est l'époque où la contradiction entre le caractère

¹ Cf. les 5 critères de Lénine in L'impérialisme, stade suprême du capitalisme

de plus en plus socialisé de l'appropriation se heurte à l'appropriation capitaliste est à vif (« capitalisme agonisant »).

À l'époque impérialiste, le capitalisme mondial a évidemment connu plusieurs périodes². Les années 1970 sont celles d'une crise majeure du profit, en même temps que de contestations de l'ordre mondial. La monnaie US subit un véritable effondrement et on assiste à une montée en flèche de l'instabilité monétaire à partir d'août 1971...

Le tournant s'avère indispensable sous peine de dislocation générale du système. Il est engagé aux USA dès 1978 (plan Carter). Au prix d'une politique d'austérité rigoureuse, les taux d'intérêt remontent - le cours du \$ double entre 1979 et 1985 (« monétarisme »).

L'Angleterre suit le mouvement dès 1979 (thatchérisme), puis les principaux pays impérialistes. Partout les acquis sont remis en cause, des branches industrielles entières sont démantelées. Dans les pays dominés (Amérique Latine), la hausse des taux aboutit à la crise de la dette³.

En quelques années, les classes ouvrières sont placées sur la défensive, perdent leurs acquis les uns après les autres. Le couronnement de ce processus est la chute de l'URSS, la prise de contrôle direct de l'Europe de l'Est par les capitalistes, la réintroduction du capitalisme en Chine.

Dans ce contexte, la période de la mondialisation capitaliste, ouverte en 1978, se caractérise donc par une série de traits⁴. En particulier :

- L'importance prise par les investissements internationaux⁵ et un bond en avant considérable de la division internationale du Travail, en particulier grâce aux nouvelles technologies – informatique, etc. Plus du tiers du « commerce » mondial est en réalité une circulation intra-firmes.
- Au capitalisme des années d'après-guerre, dominé par l'État (interventionnisme d'inspiration keynésienne) succède un capitalisme dominé par la finance. Tout ceci aboutit à un système d'une fragilité extrême, allant de crise en crise.

La relance de la « construction européenne » - l'UE. Face à la crise monétaire, un Système Monétaire Européen (basé sur l'ECU comme monnaie commune) est mis en place dès 1979. Chaque monnaie ne peut varier que de 2,25 % autour d'un cours pivot, ce qui est censé entraver la spéculation.

L'Acte Unique. L'objectif du couple des impérialismes français et allemands était de réaliser un « espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des ser-

vices et des capitaux est assurée », inséparable de l'Europe forteresse (Schengen). L'essentiel était de satisfaire les revendications des spéculateurs (liberté de mouvement des capitaux), de mettre en concurrence les travailleurs des divers pays (cf. travailleurs détachés).

Évidemment, aucune clause sociale de convergence ne fut même mise à l'étude. Conjointement à l'élargissement à d'autres pays, la Commission Européenne mène une politique de privatisation d'un service public après l'autre : énergie, rail, télécoms...

1989-1991 : la réunification allemande. L'effondrement de l'URSS et sa perte de contrôle des pays est-européens redessinent la carte de l'Europe. L'Allemagne réunifiée redevient la puissance dominante du continent.

Rapidement, une véritable guerre s'engage contre les travailleurs allemands (réformes Harz). À l'extérieur, Berlin se subordonne rapidement la majorité des ex-pays du COMECON : Slovaquie, Pologne..., qui fournissent une réserve de main d'œuvre à bas prix.

Sur cette base, la situation de la bourgeoisie allemande devient florissante à partir des années 2000. Ceci étant, cette opulence se fait sur la base d'une croissance principalement tournée vers les exportations, avant tout au détriment des « partenaires » de l'UE.

Maastricht (1992) – l'UEM et l'Euro. L'initiative vient avant tout de Mitterrand : le projet visait notamment à entraver la domination économique allemande, incontestable après la réunification. Il s'agissait d'obliger l'Allemagne à renoncer au Deutsche Mark en l'insérant dans la gestion commune d'une Union Économique et Monétaire.

Or, en 1992 se déclenche une crise européenne majeure marquée par une intense spéculation sur les monnaies nationales. Le SME s'effondre. Dans ce contexte, l'Allemagne accepte la mise en place de l'Union Européenne succédant à la CEE, et de l'Euro.

Mais l'accord se fit à des conditions largement imposées par Berlin. Contre le « laxisme », la lutte contre l'inflation sera inscrite dans le statut de la BCE comme objectif central au détriment d'autres critères (plein emploi...). À ceci s'ajoute le refus de toute avancée vers un « fédéralisme » qui forcerait l'Allemagne (le pays le plus riche) à une solidarité envers des pays membres. Enfin, des critères de convergence pour entrer dans l'€ furent édictés (déficit public annuel inférieur à 3 % du PIB, dette publique inférieure à 60 % du PIB, etc.) menant les pays candidats à l'UEM à une première cure d'austérité.

Pour gérer l'UEM ainsi créée, l'« indépendance » de la BCE envers toute pression des États-membres, est inscrite dans ses statuts. L'ensemble du dispositif signifiait que les États abandonnaient l'essentiel de leurs prérogatives monétaires aux représentants du Capital financier.

L'impossibilité pour un pays membre donné de dévaluer, combinée à l'absence de mécanisme de soutien

² Cf. Ernest Mandel sur les « ondes longues du capitalisme »

³ Cf. Louis Gill : un tournant dans la situation mondiale (Internet)

⁴ Cf. Fr. Chesnais : les pièges de la finance mondiale (p. ex.)

⁵ IDE : Investissements Directs à l'Étranger.

entre États membres ne pouvait qu'être un encouragement à la hausse du taux d'exploitation, à l'austérité salariale. Ce qui fut le cas.

Des failles dès l'origine. Ceci étant, Maastricht est un traité bancal. La politique monétaire est unifiée sans être accompagnée par l'augmentation du budget européen (il est de l'ordre de 1% du PIB de l'Union, contre 30 à 50% dans la majeure partie des pays, y compris aux États-Unis). Le système ne dispose donc d'aucun mécanisme de convergence réelle des économies – d'autant que les politiques budgétaires des États membres ont été, dans le même temps, placées sous les contraintes de Maastricht. Le creusement des écarts a créé une instabilité exploitée par les marchés financiers – intenable à la longue.

Au final, plus que jamais, l'UE est dirigée par le « couple » des impérialismes français (en recul) et allemand (en plein essor). L'intégration monétaire a renforcé à la fois les inégalités et l'imbrication européenne, donc les interdépendances entre bourgeoisies (et classes ouvrières) européennes en dépit de leurs inégalités, de leurs réalités nationales.

Et pour des millions de travailleurs, l'UE apparaît donc comme une construction « libérale », non l'embryon d'une Europe sociale unie. Leur hostilité à l'UE, totalement compréhensible, ne peut être réduite au vieux chauvinisme, d'extrême-droite ou stalinien. Le « non de gauche » français de 2005 (lors du référendum relatif au TCE) exprimait l'aspiration à une « autre Europe ».

De la “crise de la dette” aux nouveaux Traités européens

L'UE face à la crise. La crise des subprimes éclate en 2007 aux États-Unis, et se propage rapidement. Elle fait exploser les bulles immobilières apparues en Irlande, Espagne, etc. On connaît aussi la situation grecque, portugaise... Courant 2008, les banques européennes sont rattrapées par la crise, d'où une contraction du crédit. Les États et la BCE vont alors les soutenir par tous les moyens afin d'éviter l'effondrement généralisé.

Si l'épicentre de la crise s'est fixé en Europe, c'est d'abord dû à la fragilité intrinsèque de l'UE, sa fragmentation, à l'incapacité des bourgeoisies d'Europe de dépasser leurs divisions.

Pour les peuples d'Europe du Sud, la situation est d'autant plus dramatique que le Traité de Maastricht prévoit explicitement de les laisser à leur propre sort. Aucun mécanisme réel de solidarité n'a été prévu – au contraire ! Il est interdit à la BCE et aux banques centrales de l'euro-zone de financer les déficits publics des États établis lors du Traité de Maastricht, etc.

MES, TSCG... Après un interventionnisme d'État tranchant avec les discours néolibéraux antérieurs, on assiste à une nouvelle accentuation des politiques néolibérales, accompagnée par une modification institutionnelle de l'Union européenne, tendant vers un «

ordo-libéralisme » de type allemand (politiques libérales encadrées par des règles et institutions fortes)...

Le 10 mai 2010, pour éviter que la crise grecque ne s'étende, l'UE, en coopération avec le FMI se dote d'un Fonds européen de stabilisation financière (le FESF) de 750 milliards d'Euros. Nouvelle brèche dans les Traités : la commission européenne est autorisée à emprunter 60 milliards d'Euros pour ce Fonds ; 440 milliards sont apportés par les États et 250 milliards sont apportés par le FMI. Parallèlement, le 10 mai, la BCE décide de permettre aux banques centrales de la zone d'acheter de la dette publique ou privée sur les marchés secondaires. Elle-même rachète sur le marché secondaire des obligations publiques : c'est un contournement des interdictions de Maastricht... conçu comme provisoire. Mais la gravité de la crise est telle que le sommet européen de mars 2011 décide que ce FESF deviendrait permanent (MES – Mécanisme européen de stabilité). Le MES est assorti d'un « Pacte budgétaire européen »⁶, entré en vigueur le 1er janvier 2013. Ce TSCG vise à discipliner les États en réaffirmant les critères de Maastricht, mais les durcit. La « solidarité financière » est assortie d'une « règle d'or » selon laquelle « le budget général devra être équilibré ou en excédent » sur l'ensemble du cycle économique. Dans le cas français, la réduction budgétaire nécessaire pour respecter les contraintes du TSCG se chiffre en dizaine de milliards⁷.

Les États, les parlements, sont mis sous contrôle : ils doivent communiquer leurs projections à la Commission européenne avant adoption. S'il est estimé qu'un État n'a pas respecté ses engagements, il encourt une amende pouvant aller jusqu'à 0,1 % de son PIB.

Ces plans, tels qu'illustrés par les « mémorandums » imposés à la Grèce sont la poursuite des politiques néolibérales : libéralisation du droit du travail, privatisation des services publics et la libre circulation des capitaux privés exprimant le désengagement social des États et la priorité aux financements privés, baisse des dépenses sociales, etc.

Discussion

Le débat qui s'en est suivi a été riche – donc difficile à synthétiser.

Il a essentiellement porté sur la nécessité d'articuler notre dénonciation de l'UE sans sombrer dans le renoncement à mettre en cause notre propre gouvernement, c'est-à-dire sombrer dans le chauvinisme.

La question de la précision des formulations utilisées par nos porte-paroles a aussi été évoquée.

Enfin et surtout, une description détaillée du contenu de l'accord transatlantique UE-USA en cours de négociation a été faite. Ce qui a amené l'ensemble des camarades à considérer qu'une agitation spécifique sur cet axe devrait être mise en place (tract).

⁶ Traité pour la Stabilité, la Coopération et la Gouvernance européenne - TSCG

⁷ Budget de l'Éducation français : +/- 50 milliards...

Atelier « L'Union européenne : un montage antidémocratique »

Emile – Comite de Bobigny, Roseline – Comité de Grenoble

Depuis 1957 (traité de Rome) les bases de l'Union européenne (UE) sont :

- La concurrence libre et non faussée
- l'économie sociale de marché
- Des institutions susceptibles de pérenniser la domination du Capital

Les divers traités successifs n'ont fait qu'affiner ce montage institutionnel. La théorie classique de la démocratie bourgeoise se fonde sur fiction de la division des pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire. Mais relativement identifiables, ainsi quand un ministre lance une contre-réforme un éventuel mouvement de protestation connaît sa première cible. Rien de tout ça au niveau de l'UE c'est le règne de la grande confusion et de la complexité.

Il existe 6 types d'institutions : le Conseil (réunion des Chefs d'États et de gouvernements), le Conseil des ministres, la Commission, le Parlement, la Cour de justice et la Banque centrale (BCE).

Le **Parlement**, élu au suffrage universel depuis 1979, est le parent pauvre, il n'a pas la pleine initiative législative, il la partage avec le Conseil.

Au **Conseil** est attribué la noble part de la politique, il : « donne à l'Union les impulsions nécessaires » et « définit les orientations et les priorités politiques générales. » Conclusion, ces gens-là ne sont directement responsables de ce que pond la Commission. Revenus dans leur pays ils se défaussent sur celle-ci.

Les trois piliers de l'UE sont : la Commission, la BCE et l'obscur Cour de justice.

La **Commission**, dont la composition est le résultat de sombres tractations entre États membres, met en œuvre (les directives) les consignes du Conseil. C'est la partie visible de l'iceberg. La préparation des directives se fait dans la plus grande opacité.

La **BCE** indépendante (du suffrage universel mais pas du Capital) a comme fonction d'assurer la stabilité financière, ses arguments idéologiques sont la dette et la réduction des dépenses publiques et ses instruments sont l'euro et les taux d'intérêt.

La **Cour de justice** tranche en dernier ressort la conformité aux traités les actes des collectivités de l'Union jusqu'aux municipalités. Le TSCG vient de renforcer cet aspect dont le premier jugement date de 1964. C'est le gouvernement des experts et des juges,

libéré de toute contrainte, si minime soit-elle, du suffrage universel. Cet échafaudage est assisté par deux Comités dont les membres sont désignés par les États. Dans la recherche de la cohésion sociale, il y a le **Comité économique et social** où cohabitent les « partenaires sociaux » (organisations patronales et syndicales, pour la France seuls Solidaires et l'UNSA n'y siègent pas). Dans la recherche des meilleures institutions au service du Capital, il y a le **Comité des régions**, composé d'élus des grandes collectivités locales, qui est consulté durant le processus législatif et qui peut saisir la Cour de justice.

Au tour de ces institutions, codifiées par les traités, existent un ensemble divers et varié d'agences ayant des fonctions spécifiques. Nous n'en signalerons que deux : **Schengen** et **Frontex** qui sont les instruments de l'UE conçue comme forteresse se protégeant de l'immigration venant du Sud. Ainsi 7 des 33 articles de la convention de Schengen y sont consacrés. Quant à Frontex, c'est le bras armé de l'UE essentiellement contre l'immigration ; cette agence agit aux portes de l'UE mais également dans les pays d'où peut venir l'immigration.

A côté de ces institutions « officielles » gravitent une myriade d'organismes dont le rôle est codifié par les traités. Leur objectif est un dialogue « ouvert, transparent et régulier avec les associations représentatives et la société civile ». On y trouve pêle-mêle : les lobbys, les Églises, les syndicats, les partis politiques. Ces derniers ayant pour mission de « contribuer à la formation d'une conscience européenne. »

En ce qui concerne les syndicats, la tendance lourde est à leur intégration par le dialogue social tripartite (Commission, patronat, syndicats) y compris par la participation à élaboration des directives. C'est sur ce modèle qu'a été bâti l'Accord national interprofessionnel et sa transcription dans la loi.

Tout est permis à condition de « maintenir la compétitivité de l'économie de l'Union. » Cela porte un nom : la collaboration de classes. Le fond idéologique de cette économie sociale de marché est constitué par la vieille théorie de l'ordolibéralisme, c'est-à-dire un capitalisme ordonné (donc besoin d'appareils d'État) où chaque classe sociale reste à sa place. C'est une technologie de gouvernement (autrement appelée gouvernance) qui institutionnalise la propriété privée, procède par contrat (entre individus, d'individus à collectivités, entre collectivités).

Les classes sociales deviennent des acteurs, pendant que le réalisateur du film (le Capital) reste dans l'ombre. Les acteurs partagent les mêmes normes et respectent les contrats. Certes les conflits ne sont pas supprimés, ils sont maîtrisés. C'est ce qui faisait dire en 1994 à Alain Minc : « *le capitalisme ne peut pas s'effondrer, c'est l'état naturel de la société. La démocratie n'est pas l'état naturel de la société. Le marché, oui.* »

Nous savons, depuis 1871, que le prolétariat ne peut pas faire tourner à son profit les appareils de l'État bourgeois, c'est encore plus vrai avec l'UE. Le combat pour en finir avec l'UE ne peut pas être distinct de celui pour se libérer de l'État traditionnel. Ni aména-

gement de l'UE, ni repli national ! Recherche de ce qui peut rassembler la classe ouvrière européenne.

Nos arguments sont identiques à tous les niveaux :

- Au profit de quelle classe sociale fonctionne la société ?
- Qui décide ?
- Qui contrôle ?

Bref, la démocratie réelle à tous les étages de la Commune aux États-Unis socialistes d'Europe.

Atelier « Euro – dette - austérité »

Norbert – Comité Paris 15

Introduction

La discussion sur la situation actuelle doit partir de deux paramètres :

- la nature de l'Union européenne
- la crise économique

L'Euro et ses vices congénitaux :

- une monnaie sans Etat : pas d'Etat européen, indépendance de la BCE ;
- des règles de départ (3% de déficit, endettement 60% du PIB) non respectées mais constamment rappelées pour justifier les politiques d'austérité ;
- dissymétrie des Etats ; avec la crise et l'austérité réduction des transferts entre les membres de l'UE ;
- développement d'un fédéralisme budgétaire non-démocratique (traités et pratique).

Que ferait un gouvernement des travailleurs ?

- application immédiate de mesures permettant d'améliorer la vie des travailleurs et d'engager une transition vers un autre modèle économique : augmentation des salaires et des minima sociaux, socialisation des banques, etc.

- il y aurait une contre-offensive des bourgeoisies française et européennes dont un des instruments sera l'UE : Cour de justice européenne, BCE.
- face à cela une démarche d'extension (du processus à d'autres pays-membres) et de défense de l'expérience de transition : dans ce cadre sera inévitablement posé la question de l'Euro.

Discussion

- origine des règles de l'Euro
- dans certains cas, l'UE impose des règles qui peuvent gêner les salariés (durée de la pause de midi) ou peuvent être protectrices (11 h entre deux plages quotidiennes de travail).
- monnaie commune/monnaie unique
- monnaie inconvertible, contrôle des mouvements de capitaux, etc.
- reprise du débat qui avait eu lieu en séance plénière. Avec une position soutenant que la cohérence du NPA était affaiblie par son refus de se prononcer clairement pour une sortie de l'Euro.
- profil du NPA pour les élections européennes : "Non à l'Euro" ou "Contre l'Europe du capital ?"

Atelier « La montée de l'extrême droite dans l'UE »

Yvan – Comité Centre Essonne-Evry

Discuter des causes de la montée de l'extrême droite en Europe constitue un angle d'approche important pour saisir à quel point l'Europe est réellement l'arène de nos luttes et, en corollaire, pourquoi la bataille contre l'extrême droite est une bataille politique globale, européenne, qui implique la défense d'un programme

pour une Europe des travailleurs et des peuples, contre tout repli national, toute démagogie chauvine ou souverainiste.

Dans sa diversité, l'extrême droite constitue une force importante au niveau européen, présente dans 16 As-

semblées nationales. Elle compte une quarantaine de députés sur les 736 du Parlement européen.

Produit de 3 facteurs : une crise économique et sociale aiguë démultipliée par la crise de leur Europe qui accentue la crise politique avec une classe ouvrière désarmée jusqu'alors incapable d'apporter sa propre réponse.

Historiquement comme aujourd'hui, les mouvements d'extrême droite populistes voire de type fasciste se développent sur la base de l'impuissance du mouvement ouvrier à porter une alternative révolutionnaire et socialiste.

1) La montée de cette nouvelle extrême droite est née d'une période de brusque changement sous l'effet de la mondialisation financière, conséquence d'une double crise, crise du capitalisme et crise de la construction européenne alors que le mouvement ouvrier est incapable d'offrir une perspective.

Diversité des manifestations mais partout ce développement obéit à la même logique, aux mêmes ressorts : crise politique, hostilité aux partis traditionnels et à leur Europe, désespoir social, inquiétude, pertes de repères collectifs, sociaux, démocratiques.

Dénonciation de la mondialisation ou une nouvelle mouture de la lutte contre le cosmopolitisme.

Rejet des partis institutionnels, le « tous pourris ».

Les partis sociaux-démocrates, au gouvernement comme dans l'opposition, ont fait en sorte que la classe ouvrière paie pour la crise du système capitaliste, par le biais du chômage de masse, de la réduction des salaires et de la destruction des services sociaux. De ce fait, les sociaux-démocrates sont devenus aussi impopulaires que l'UE elle-même.

L'identité nationale comme palliatif à l'absence de repères et une illusion « protectionniste » combiné à la politique du bouc émissaire, l'étranger, l'immigré... contre la mondialisation.

La sécurité, la manipulation des peurs alors que les sentiments d'appartenance collective, de conscience de classe sont dissous par le libéralisme, la politique d'atomisation des travailleurs, la course à la compétitivité, la concurrence sur fond de recul social souvent dramatique. Peur de l'étranger, des jeunes, de ce qui n'est pas dans la norme, peur des différences.

2) Certains de ces partis d'extrême droite cherchent à trouver une place dans le jeu institutionnel. Ils se proclament « droite patriotique » et essayent de se regrouper pour les élections européennes. Ainsi le 15 novembre, à Vienne, à l'initiative du FPÖ autrichien a eu lieu une rencontre entre des représentants du Front national, de la Ligue du Nord (Italie), des Démocrates suédois, du Vlaams Belang (Belgique) et du SNS slovaque (différent du parti de Marian Kotleba), pour discuter d'une alliance.

Le FPÖ autrichien voudrait ainsi pouvoir former un groupe parlementaire européen après les élections de

mai 2014. En Autriche, il détient 40 sièges de députés sur 183. Même s'il est intégré dans la vie parlementaire, il flirte avec les néonazis. Pendant une séance parlementaire, ses députés sont apparus avec un bleuet en guise de broche, signe de ralliement des nazis autrichiens avant la Seconde guerre mondiale.

Le parti néerlandais PVV de Geert Wilders n'était pas présent à Vienne mais il participe à l'alliance et a rencontré le FN à La Haye.

Cette ébauche d'alliance s'affirme pour « le maintien de la souveraineté nationale contre le centralisme de Bruxelles » et une « conservation des identités culturelles des peuples européens, contre une immigration massive et une islamisation de l'Europe », insistant sur les prétendues origines chrétiennes du Vieux continent. Ils feront avant tout campagne contre l'Union européenne, contre l'austérité imposée par l'UE combiné à la xénophobie, contre l'immigration et l'islam. Défendant l'a sortie de l'euro comme réponse à la crise pour un retour aux monnaies nationales.

3) En Grèce, ainsi que dans d'autres pays d'Europe, l'extrême droite a pris des formes ouvertement fascistes avec l'émergence d'Aube dorée et ses 18 députés au Parlement. Groupusculaire dans les années 1970, ce petit parti de nostalgiques du national-socialisme, s'est trouvé propulsé, en quelques années seulement, (en 2012 précisément), au rang de cinquième parti du pays.

En Slovaquie un candidat d'extrême droite, connu pour son discours anti-Roms, Marian Kotleba, a été élu le 24 novembre 2013 avec plus de 55% des voix au poste de gouverneur dans la région de Banska Bystrica (centre de la Slovaquie). Marian Kotleba, ancien instituteur de 36 ans, affiche des sentiments anti-européens. Parlant de l'OTAN comme d'une organisation « terroriste », il a fait essentiellement campagne « contre l'establishment politique slovaque “corrompu” et “incompétent” et contre les Roms » (qualifiés de « parasites »). « Sa xénophobie anti tzigane ainsi que son antisémitisme sont les moteurs de son parcours politique ». Il est un admirateur de l'ancien président slovaque Jozef Tiso qui avait participé à la déportation de dizaines de milliers de juifs dans les camps de la mort à l'époque où la Slovaquie était un État fantoche sous la coupe de l'Allemagne nazie.

En Hongrie, le Jobbik, Mouvement pour une meilleure Hongrie, est entré au Parlement après les dernières élections. Il combine politique parlementaire et extra-parlementaire avec ses miliciens qui défilent en uniforme. Dans un village, il a même mis en place une politique de ségrégation avec les Roms auxquels il impose le travail forcé.

4) En Italie vient de se dérouler le mouvement dit des forconi (les fourches) qui est une nouvelle illustration de la possibilité de voir l'extrême droite prendre la tête ou se retrouver en osmose avec des mouvements de contestation sociale eux-mêmes populistes. De Palerme à Turin, de Rome à Gènes, de Savone à Milan, il y a eu un profond mouvement : interruption du métro

dans la capitale, fermeture des magasins dans les centres villes, occupation des gares et des marchés, regroupements devant les palais institutionnels, opérations escargot aux frontières. Mouvement contre « la caste politique », refus de la mondialisation et de l'Europe, de l'abandon de la souveraineté monétaire, rejet des syndicats, des partis traditionnels et d'un gouvernement « qui ne correspond pas au suffrage populaire », et enfin abandon de la politique d'austérité. Devant le Parlement italien, le slogan unificateur : « Dégage, pourri ! » Le mouvement est soutenu par Beppe Grillo, le leader du mouvement 5 étoiles qui a invité tous les policiers à fraterniser, comme leurs collègues de Turin, avec les manifestants. Silvio Berlusconi aussi se fait le porte-parole des forconi. Tout cela est bien sûr très confus, mais on voit bien les ingrédients à partir desquels pourrait naître un réel mouvement populiste capable de s'appuyer sur les mobilisations de la petite bourgeoisie et d'une fraction des salariés, des chômeurs.

5) L'attitude de l'état grec vis à vis d'Aube dorée indique que les sommets des classes dominantes ne veulent pas, aujourd'hui, jouer la carte du fascisme. Mais en réalité, elle ne l'affaiblit ni ne signifie qu'elle ne l'utilisera pas même si elle ne l'associe pas au pouvoir. Il ne s'agit d'ailleurs pas pour les classes dominantes d'un choix dépendant de leur simple libre arbitre mais des moyens qu'elles peuvent utiliser pour défendre leur pouvoir et maintenir l'ordre social nécessaire à la marche des affaires. Même quand l'État combat d'une main l'extrême droite, de l'autre il l'utilise contre les salariés, pour faire pression, pourrir le climat politique, renforcer et légitimer le cours sécuritaire et autoritaire...

6) La dimension européenne de la montée de l'extrême droite nous oblige à penser notre réponse au niveau européen. Répondre à l'extrême droite exige des réponses à la crise provoquée par la politique des classes dominantes et des partis qui les servent. Cette réponse ne peut pas être hexagonale. Ne rien concéder au souverainisme, l'Europe est l'arène de notre combat.

La question de l'Europe, force et faiblesse du FN : les classes dominantes sont aujourd'hui favorable à l'UE et il est clair que le FN ne pourrait accéder au pouvoir et, a fortiori, gouverner contre elles. Aucun parti ne peut gouverner contre la classe qui détient le pouvoir économique sauf à être porté par une révolution ce qui bien évidemment n'est pas l'objectif du FN, bien au contraire. Il mise en fait sur l'effondrement de l'UE pour s'imposer alors pour mettre le pays au pas et faire payer à la population la déflation compétitive qu'imposerait alors le patronat. Une telle hypothèse n'est pas, aujourd'hui, à l'ordre du jour. Elle pourrait bien le devenir si l'Allemagne décidait de jouer sa propre carte.

7) Pas de lutte contre l'extrême droite sans une perspective pour conquérir la démocratie, le pouvoir. La lutte contre les menaces de l'extrême droite implique que nous soyons capables nous-mêmes de rendre crédibles nos propres réponses à la crise, l'idée qu'il y a une autre issue, une autre possibilité. C'est bien là le fond de la question. La dénonciation ne suffit pas ou dit différemment, il n'y a pas de dénonciation efficace sans la construction d'un autre projet, la capacité de convaincre, d'entraîner, d'organiser une fraction même très minoritaire de la classe ouvrière et de la jeunesse autour de la perspective politique d'une opposition de gauche, ouvrière et populaire, préparant l'affrontement avec le gouvernement et le patronat dans l'objectif de changer le rapport de force et de mettre en place un gouvernement contre l'austérité, pour l'annulation de la dette, le partage du travail dans la perspective d'une Europe des travailleurs et des peuples. Il n'y a qu'une seule méthode pour sortir de la crise sociale et politique, celui de l'intervention directe des travailleurs sur le terrain social et politique contre les politiques d'austérité et pour conquérir la démocratie, mettre en place un gouvernement qui révolutionne cette société pour en finir avec le pouvoir de l'argent. L'ampleur des mobilisations en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Turquie en indique le chemin.

8) Il n'y a pas de substitut à l'action collective. La dimension européenne de montée des idées réactionnaires sous les effets combinés de la politique de la gauche libérale et de la crise endémique du capitalisme mondialisée souligne qu'il serait ridicule de prétendre combattre dans une guéguerre frontale contre le FN ou les groupuscules fascistes. Ce n'est pas seulement une question de rapport de force mais de compréhension des mécanismes sociaux et politiques qui en sont la cause comme des voies et des moyens d'inverser la tendance, c'est à dire de mener la lutte pour le socialisme. Cette lutte ne peut être que collective liée à l'action des masses, à leur activité politique, il n'y a pas de raccourci.

Points débattus :

Le débat s'est centré sur les différences entre la période actuelle et celle des années 30 et sur le caractère inéluctable ou pas des processus engagés, des moyens d'inverser le cours des choses, les forces de la classe ouvrière... L'idée qu'il n'y a rien d'inéluctable dans la montée de l'extrême droite mais que ce combat s'inscrit nécessairement dans celui pour la reconstruction d'une conscience de classe dans la perspective de la transformation révolutionnaire de la société.



Mobilisations dans un seul pays ou dynamique européenne ? Repères historiques

Au 19^{ème} siècle, naissance de l'Internationalisme ouvrier : 1848, 1871... En 1889, la II^{ème} internationale socialiste réunie à Paris décide de faire de chaque 1^{er} mai une journée de manifestation pour obtenir la réduction de la journée de travail à huit heures, avec en mémoire la répression du 1^{er} mai noir de 1884 à Chicago. Tout au long du 20^{ème} siècle, cette journée symbolise la jonction des mouvements ouvriers au niveau national et international.

Au vingtième siècle, 5 vagues de mobilisations populaires dépassent le cadre national pour prendre une dynamique européenne voire mondiale de remise en cause de l'ordre existant.

La dernière, avec des limites particulières est la vague « Altermondialiste » culminant dans les années 1999-2005, alors que l'accélération de la mise en œuvre de l'UE néo-libérale (1985-1995) s'était faite sans réaction populaire significative au niveau européen.

1996-98 premières manifestations européennes (Lyon 1996, Madrid 1997, Birmingham, Genève, Vienne 1998) – création d'Attac.

1999 : l'Altermondialisme se déploie contre le néolibéralisme et le chômage, et en réaction aux sommets des grandes puissances, – manif à Cologne, Londres, Millau... et Seattle.

2000 : Londres 1^{er} mai Reclaim the Streets, juin Millau, juillet Prague, décembre Nice.

2001 : janvier Davos, février Porto Alegre, juin Göteborg, juillet Gênes, décembre Bruxelles.

2002 : mars Barcelone, novembre 1^{er} Forum Social Européen à Florence, « pour une autre Europe ».

2003 : février-avril protestations contre la guerre en Irak, juin Evian, août Larzac, novembre 2^{ème} FSE à St-Denis, etc. Jusqu'en 2006-2007... Avec des mobilisations sectorielles (dockers, marins, cheminots, contrôleurs aériens, métallos, chômeurs, sans papiers...), et des référendums de renforcement de l'Europe libérale plusieurs fois battus.

Crise européenne aigüe : marées nationales, mais faibles mobilisations internationales

2008 à 2010, crises financières islandaise et irlandaise, puis en Europe du sud donnent le signal d'une guerre sociale totale engagée par les classes dominantes. En réaction, atonie syndicale mais grandes mobilisations populaires et citoyennes avant tout en Europe du sud et de l'est.

En Grèce, émeutes contre la police et la corruption de décembre 2008.

Au printemps 2010, éclatement de la crise de la dette, 6 grèves générales – dont la 3^{ème} le 5 mai, ça dégénère et 3 morts dans une banque incendiée. 23 février

2011 nouvelle grève générale, il y en aura au moins 13 dans l'année – mouvement d'occupation de la place Syntagma. Radicalisation à gauche sur le plan électoral et répétition des affrontements ne suffisent pas à faire reculer la « Troïka ».

Portugal - 12 mars 2011 : la Geração à rasca inspirera le mouvement des Indignés, suivi par de très nombreuses grèves sectorielles et parfois générales. Marées contestatrices sans précédent depuis 1973.

Espagne 15 mai 2011 : naissance du mouvement des Indignés, suivant les révolutions arabes et les protestations d'autres peuples PIIGS, et le pamphlet de Stéphane Hessel - moments les plus forts : 15 octobre 2011, 12 mai 2012, 25 septembre et 13 octobre 2012, 12 mai 2013... 15 mars 2014 ?

Italie : grandes difficultés de mobilisation et vote Beppe Grillo ; 2013 manifestations à Rome, Forconi.

Balkans : mobilisations contre la corruption de l'Etat et la destruction du tissu social : en Bulgarie surtout, mais aussi en Roumanie, Serbie...

Grande Bretagne : plusieurs grandes grèves et manifestations.

Allemagne : Blockupy BCE Francfort.

Conclusion problématique : Les « mouvements par en bas » inventent de nouvelles méthodes pour la lutte massive avec occupations de l'espace public, mais sont plus limités dans les lieux de travail ; à l'arrivée, pas de grève générale prolongée avec centralisation des secteurs en mouvement, pas de victoire significative dans un pays, pas de mobilisation à l'échelle européenne...

Pistes de travail, débat de l'atelier

Retour sur les mobilisations type « Indignés » à partir de l'Etat espagnol

Points d'appui et limites, réinvestissement dans les « marées » (blanches pour la santé, verte, etc.), sur le logement ; articulation questions sociales et questions nationales spécifiques. Prochaines échéances en mars et importance pour le NPA d'y envoyer une délégation

Coordinations de mouvements sociaux

Comment rebondir après l'essoufflement de la vague et des cadres « altermondialistes » ? Les Forum Sociaux Européens sont au point mort, la dernière initiative de cette « obédience » au printemps 2013 à Athènes est un échec. Le mouvement « que se lixe la Troïka » au Portugal essaye d'impulser une dimension plus large en lien au moins avec les espagnols, mais très élémentaire. L'initiative allemande « Blockrupcy Frankfort » contre la BCE a mobilisé un peu en Italie et en France, à suivre.

Réseaux européens de luttes sectorielles, à monter

Ebauches de réseaux syndicalo-politiques : santé, automobile que la Quatrième Internationale tente d'aider à se consolider.

Actions de solidarité européenne spécifiques

Ex : Appel au soutien des centres de santé grecs à suivre, comme être attentifs à d'autres campagnes à même de rendre le plus concret possible notre internationalisme !

Alternative politique anticapitaliste européenne

En grande difficulté : les rencontres de la GACE (Gauche Anticapitaliste Européenne) ont cessé depuis quelque temps du fait de la crise ou du désengagement des organisations qui les avaient initiées. Le reflux de l'altermondialisme pèse aussi... Les sections de la Quatrième internationale, indépendantes ou dans des partis/blocs plus larges, ne parviennent pas à inverser cette situation. Au moment des élections européennes, il est quasi impossible d'assurer un minimum de campagne commune d'organisations anticapitalistes, ce qui est un vrai gros problème !

Fonctionnement

Introduction

Côme – Comité de Clichy (92)

J'espère que la première journée de cette réunion nationale aura répondu aux attentes du plus grand nombre d'entre vous – mais si ce n'est pas le cas, nous sommes preneurs de toutes les critiques et suggestions pour l'avenir. Et j'espère aussi que le court moment de convivialité d'hier soir – dans le contexte un peu austère de cet amphi, aura permis de poursuivre dans la bonne humeur les échanges de la journée.

Puisqu'il s'agit d'une première, les camarades comprendront que l'organisation n'est pas encore rodée et que, concernant la meilleure formule, répondant aux aspirations des comités et des camarades, nous tâtonnons un peu.

La discussion qui va suivre est celle où, en général, la direction en prend pour son grade... Et elle le mérite certainement. Il s'agit évidemment de la question du fonctionnement du parti, qui dans la préparation de cette première réunion nationale des comités, a été parmi les thèmes les plus demandés.

Et c'est vrai que les interrogations sur le fonctionnement, autrement dit sur la démocratie interne, sont partagées par de nombreux camarades. Ces questions se sont manifestées dès l'après congrès de fondation dans une première tentative de poursuivre le travail entamé avec la rédaction des statuts du parti. Il faut rappeler que la rédaction des statuts, elle-même, avait donné lieu à de nombreuses discussions, montrant l'importance que beaucoup de militantes et de militants accordaient à cette question. Nous avons alors adopté des statuts dont le caractère provisoire invitait à poursuivre l'élaboration et rentrait en écho avec le concept de parti-processus. Mais ce ne fut pas suivi d'effet immédiatement.

Ce débat vient donc de loin. Beaucoup de camarades ont ressenti à juste titre de l'insatisfaction qui s'est

transformée parfois en ressentiment, exprimant souvent l'impression que la direction se focalisait sur les questions électorales et d'alliance politique, au détriment de l'intervention et de la vie interne du parti. Pour mémoire, la mise en place d'une commission fonctionnement du CPN, puis les discussions lors des universités d'été et même le résultat important d'abord de la motion « refondation » lors de la conférence nationale de juillet 2012 puis de la plate-forme W lors du dernier congrès furent aussi des expressions de cette préoccupation qui traverse toutes les sensibilités. Les débats sur les priorités d'intervention en sont aussi, à leur façon, une manifestation.

La discussion sur le fonctionnement du parti c'est souvent exprimée par des discussions sur les statuts qui pourtant ne peuvent être la seule expression de la question au risque de construire une vision des règles de vie du parti basée sur un formalisme juridique excessif. Ainsi les derniers débats sur le fonctionnement se sont matérialisés par le vote de 15 propositions de modifications des statuts au dernier congrès. Des camarades ont trouvé que c'était trop. D'autres ont estimé cela insuffisant au regard de la nécessité de relancer le NPA et son projet, de permettre la « réappropriation » du parti par ses membres.

Quoi qu'il en soit, cela a permis de prendre la mesure de la question, du rapport qu'elle a avec le débat général sur le parti que nous voulons et d'avancer sur quelques objectifs d'amélioration des statuts et du fonctionnement, favorisant des propositions qui visent à produire plus de collectif, d'aller-retour, de solidarité militante, de mutualisation. Et cela avec l'objectif de redéployer le NPA vers l'extérieur, d'en faire un collectif efficace et démocratique au service du projet défini

dans nos principes fondateurs, où chacun et chacune trouve sa place et qui forme un ensemble capable d'intervenir comme parti national dans la lutte des classes.

Mais le chantier est resté en suspens puisque dans la préparation du congrès, 90 propositions de modification avaient été recensées. Et toutes ne concernaient pas le champ des statuts, loin s'en faut. Il faut donc faire la part entre statuts et bonnes pratiques militantes, le vivre et faire parti ensemble...

D'où la volonté partagée de continuer à avancer sur ces questions.

Et il faut prendre ce débat au sérieux car la démocratie interne n'est pas un supplément d'âme. Le parti que nous voulons construire se doit d'être particulièrement vigilant sur toutes ces questions. Dans l'histoire du mouvement ouvrier, les trahisons sociale-démocrates et la dégénérescence stalinienne ont coûté assez cher pour qu'un parti qui agit pour la rupture avec le capitalisme et la transformation révolutionnaire de la société n'oublie pas de mettre au cœur de son projet ces dimensions fondamentales pour l'émancipation humaine que sont la lutte antibureaucratique et la démocratie socialiste. Et qu'il commence par s'appliquer ce qu'il préconise. Le parti que nous voulons construire par le rassemblement des anticapitalistes, comme nous y invitent les principes fondateurs, a la volonté de faire vivre le meilleur de l'expérience du mouvement ouvrier. Pour que cela ne reste pas à l'état de simple formule, il faut faire vivre un débat sur les formes démocratiques de notre combat. Et cela entraîne forcément des moments de confrontation, de tension entre des conceptions diverses qui ont droit de cité dans le NPA si nous voulons véritablement en faire un creuset pour forger un outil en prise avec l'actualité et le futur possible de la lutte des classes.

Notre conception de la démocratie interne veut faire vivre et donner à voir la possibilité d'un instrument pour l'action en rupture avec les normes de la classe dominante, un parti pour l'auto-émancipation qui s'applique à lui-même ce qu'il préconise pour le fonctionnement de la société future, dans les limites du possible. Et cela n'est pas exclusif de l'efficacité militante car nous sommes conscient de devoir affronter l'appareil d'état centralisé de la bourgeoisie. Pour ce faire, nous avons besoin aussi d'un outil suffisamment centralisé. Les principes fondateurs et les statuts provisoires ont intégré cette nécessité. Et tout cela implique donc d'interroger en permanence nos normes de fonctionnement et de chercher à les améliorer dans un va-et-vient permanent entre les comités et les directions, entre le local et le national. D'ajouter aussi de la transversalité dans nos rapports et dans la communication internes, et pas seulement de la verticalité. Pour que le partage d'expérience soit un enrichissement pour tout le parti. D'où la nécessité de propositions qui permettent ces retours d'expérience et nourrissent les discussions stratégiques nécessaires tout en partant de la

compréhension que si les questions de fonctionnement sont des questions politiques ayant à voir avec les objectifs stratégiques que nous nous fixons, elles ont une certaine autonomie avec ceux-ci.

Lors de cette première rencontre nationale, en partant des propositions des comités, nous proposons de discuter autour de la question de comment combiner démocratie et efficacité militante. Beaucoup de camarades se demandent comment articuler local et national, comités et direction, quels sont ou peuvent être les rapports entre les différents niveaux de manière à réellement faire parti ensemble alors que la réalité du parti est très diverse entre grandes métropoles, petites villes de région, milieu ouvrier et semi-rural, grandes concentrations permettant de se réunir facilement et éparpillément dans de vastes départements pour ne prendre que ces aspects.

Mais faire parti ensemble, c'est justement intégrer ces réalités dans nos modes de fonctionnement au service d'un projet commun d'action collective et de transformation sociale par l'auto-émancipation. C'est donc prendre en compte l'activité concrète des comités et essayer d'améliorer la relation, la circulation de l'information, le partage d'expérience entre les comités, les coordinations départementales, avec le CPN de manière à ce qu'il y ait un véritable apport des comités à l'élaboration de la politique du parti.

Comment organiser un échange permanent entre les différents niveaux d'activité ? Comment mettre en commun les compétences ? Quelle mutualisation du matériel militant des comités ? Ce sont les questions que nous nous posons et que nous mettons en débat aujourd'hui, en plénier, de manière à recenser les attentes des camarades et essayer de trouver collectivement des solutions allant au delà de ce qui se fait déjà. Enfin, comment faire en sorte que les éluEs au CPN soient de véritables relais avec le parti réel et pas seulement des camarades intervenant dans des débats de la direction ? Depuis le congrès, la direction a essayé de mettre en place un système directionnel basé sur les commissions et sur un suivi régulier des régions. Probablement que cela ne fonctionne pas encore parfaitement, loin s'en faut. Mais quelle perception ont les camarades dans les comités de ce suivi ? Est-il efficace ? Suffisant ? Il nous faut travailler collectivement sur ces questions.

Et puis, il n'y a pas de parti anticapitaliste sans réflexion politique sur la place qu'occupent certaines questions dans l'activité et dans la vie du parti. Pas de parti sans réflexion sur la place de notre activité féministe et comment être un parti réellement féministe. Pas de parti sans réflexion sur la place de la formation politique dans notre activité, au service d'une meilleure intervention des camarades. Pas de parti sans une réflexion sur l'accueil des nouvelles et nouveaux membres car nous n'avons pas toujours su dans le passé répondre aux demandes sur ce plan. Nous proposons donc de traiter ces quatre questions dans des at-

liers spécifiques après une première partie de discussion en plénier.

Que les camarades ne s'attendent pas à des recettes venue d'en haut. L'objectif de ce débat est de faire en

sorte que s'expriment les attentes des comités de manière à ce qu'ensemble nous trouvions des solutions pour avoir un parti plus efficace et plus démocratique.

Atelier « Liens comités - CPN »

Côme – Comité de Clichy (92)

L'objectif de l'atelier était de faire le bilan du fonctionnement depuis le dernier congrès. Et notamment le bilan des outils mis en place par la commission construction. Voir les « trous » et les insuffisances du dispositif et débattre de nouvelles propositions.

D'abord le positif : la RNC même si elle a eu du mal à trouver son rythme de préparation, se tient finalement et avec une certaine réussite : 75% des camarades présents ne sont pas au CPN et l'essentiel des prises de paroles est le fait de ces camarades. Plusieurs camarades notent l'amélioration du fonctionnement depuis un an et demi, « on sent le contact, un vrai travail d'écoute », « avoir un suivi par un·e membre du CE, c'est bien ». Pour rappel : chaque membre du CE suit une région. Plus globalement, de nombreux camarades se réjouissent que sur la Bretagne, le NPA se soit bien positionné dans une situation complexe, que le national ait soutenu les comités locaux et se soit appuyé sur leurs analyses et leur expérience du terrain pour décider de notre investissement commun. Les infos ont bien circulé, du coup les décisions ont été collectives. « Notre bon positionnement et notre action c'est une victoire 50 /50 entre la direction et les comités bretons, ça a bien fonctionné » (Matthieu de Bretagne). « La Bretagne c'est le résultat du système de relation entre le centre et la périphérie » (Jérôme).

Restent des choses qui ne fonctionnent pas : Le CPN est composé de délégués et en fait la délégation ça ne fonctionne pas. C'est souvent seulement une représentation des différentes tendances. Un camarade (Sylvain de Bergerac) pense même que la représentativité ça contribue à éliminer les minorités. « Le CPN ne doit pas être directionnel et le CE doit être une commission comme une autre seulement chargée des réactions du parti à l'actualité ».

Le rapport entre centralisation et démocratie est compliqué. D'ailleurs plusieurs constatent que beaucoup issus notamment de courants libertaires ont quitté le parti. D'autres réaffirment que la base du NPA ce sont les comités et qu'il ne faudrait pas l'oublier !

Un camarade (Alain) trouve qu'il y a trop de textes, trop de mails et que finalement ça plombe la démocratie, les camarades n'arrivant pas à tout lire et croulant sous l'avalanche de textes. « On doit informer tout le monde, pas emmerder tout le monde »

Un autre problème soulevé est le rapport des comités avec les commissions thématiques : tout le monde convient que la plupart d'entre elles fonctionnent bien,

alimentent et enrichissent le débat politique. Mais une question : comment les militants peuvent-ils joindre les commissions ? Et un risque : attention à ne pas faire un parti d'experts. Ne pas oublier qu'on a besoin d'une cohérence globale. Les commissions doivent aider à faire des choix politiques pour l'ensemble du parti sur des sujets précis.

Quelques solutions et des propositions : Pour joindre les commissions, un annuaire est en cours de constitution. À la question de savoir si un comité peut saisir le CPN, la réponse est oui « tout comité peut demander à intervenir au CPN sur un sujet précis » (amendement 15 des statuts provisoires). Un camarade (Gilbert) propose que chaque militant ait un kit annuel avec les statuts, les principes fondateurs, l'annuaire des membres des commissions, du CPN et du CE, la grille de cotisations, un formulaire d'abonnement au journal et à la revue.

Laurent propose de partager les topos de formation qui existent. Il faut miser sur les moments de formation qui permettent de façon plus décontractée de faire de la politique. Cela permet aussi d'aboutir à des débats politiques sur nos tâches. La démocratie suppose la formation, sans laquelle on tombe vite dans la démagogie. C'est important pour arriver à une compréhension commune des événements et des tâches. « Il faut se forcer à lire, à réfléchir pour comprendre le monde dans lequel on vit, on est aussi les intellectuels de notre classe » (Denis)

Plusieurs propositions ont été faites autour du travail régional. Pour beaucoup, c'est un bon niveau pour organiser des stages et faire la fête. Il faut que les coordinations régionales progressent en centralisation, par exemple qu'elles s'astreignent à des synthèses des rencontres, des débats, des interrogations (Christian).

Cela permettrait également que les élus au CPN soient porteurs des questions des comités de leur région, ce qui favorise les aller/retours, plutôt que représenter seulement leur positionnement politique. Le CPN doit d'abord être un lieu d'écoute, d'échanges et pas un lieu d'affrontements (ce n'est pas gagné !) « Car il n'y a pas de haut et de bas dans le parti, le débat et l'orientation se construisent, la politique n'émerge pas spontanément » (Isabelle). « Pour que les échanges comités/national fonctionnent, il faut que chacun utilise à fond le pouvoir décisionnel de son niveau ». (Côme)

Compte rendu rédigé par Jérôme (Paris ITE) et Roseline (Grenoble)

Une quinzaine de participants

Introduction posant un certain nombre de questions : des nouveaux ? Y-en-a-t-il ? Par quels biais (issu du milieu des camarades, des gens qui nous ont contactés par le site) ? Diversité des profils (anciens militants syndicaux, politiques, sans aucune expérience d'organisation...) ? Sur ceux qui ont donné suite, quelle proportion reste, milite ?

Notre accueil : invitation à les rencontrer ? Invitation rapide à la réunion de comité ? Suivi individuel ou pas ? Utilisation des Principes fondateurs ? L'adhésion dont la cotisation ? La formation ? Accès informatique ?

De nombreux contacts qui nous sont arrivés par le site internet se sont révélés sans suite immédiate. Des gens nous contactent, souvent, pour affirmer leur solidarité, faire savoir qu'ils sont contents de telle ou telle intervention d'un de nos porte-parole, sans vouloir nécessairement aller plus loin. Ils ne répondent pas toujours quand nous les contactons en leur proposant de faire connaissance, de les rencontrer. Ils se réclament parfois du NPA autour d'eux.

Il arrive aussi que ce soit des gens un peu déséquilibrés qui nous contactent par ce biais.

D'autres ont pris contact pour rencontrer le NPA et envisager très sérieusement comment ils peuvent militer avec nous. Ce sont souvent d'anciens militants ou des gens déjà politisés qui suivent l'actualité de près, qui ont une expérience sociale, humaine.

On n'a évidemment pas d'a priori et il y a plusieurs façons de montrer sa sympathie pour nos idées ou de s'engager. Nous avons conclu à l'importance de les contacter, de proposer de les rencontrer, de leur présenter nos idées, nos perspectives, de comprendre ce qu'ils recherchent.

Parmi les nouveaux venus, ceux et celles que nous avons rencontrés à travers notre activité, dans nos milieux de travail, etc. Ainsi à Bordeaux, deux militants de Solidaires Etudiants se sont posés le problème de leur engagement politique à la suite des mobilisations en Bretagne. A Poitiers, une camarade, d'ailleurs présente à la RNC et à l'atelier, nous a rejoints dans la continuité de son engagement contre la réforme du lycée. A Avignon, après de nombreux départs en 2011 et 2012, les camarades ont relancé le comité du NPA, en organisant une soirée festive et de discussion, avec un appel public montrant l'utilité du NPA.

Comment nous accueillons les nouveaux

Des camarades utilisent les « Principes fondateurs », d'autres utilisent un dépliant beaucoup plus court que nous avons publié « Pour un socialisme du 21^e siècle » (et regrettent qu'il n'y ait plus de matériel de ce type) pour faire connaître les grandes lignes de notre programme.

Nous avons insisté sur l'importance de la qualité de notre accueil pour permettre que des camarades qui sont de nouveaux militants (tout court et pas seulement nouveaux militants NPA) puissent trouver leur place.

Plusieurs questions abordées :

- Ne faut-il pas distinguer « adhérent » et « militant » ? Qu'est-ce que militer ? Ne faut-il pas avoir nécessairement une activité dans un syndicat, une association ?
- Se garder d'avoir un modèle tout fait de militant, prendre les camarades qui s'engagent comme ils sont, respecter aussi les rythmes de l'engagement.
- Peut-on inviter directement à la réunion du comité ou d'abord à un ou plusieurs rendez-vous puis à des réunions de comité larges ?
- Dans tous les cas, se soucier de les « accompagner », se préoccuper de leur intégration au sein du comité.
- Que l'ambiance du comité soit chaleureuse grâce à l'organisation de moments de convivialité, par le caractère démocratique et enrichissant des discussions, le respect des points de vue...
- Que chacun puisse participer à l'activité du comité : l'importance du rappel de la prochaine réunion à tous ses membres, l'ODJ, le compte-rendu ; l'édition de tracts auxquels chacun puisse contribuer par le biais d'une liste internet par exemple ; expérience rapportée par un camarade de Clermont-Ferrand.
- La question de la formation : des séances de formation avec discussion organisée à la suite d'un topo mais pas seulement, rôle du journal et de la revue, des discussions dans l'intervention.
- Question de la cotisation ?
- Question de la carte d'adhérent : des camarades regrettent sa disparition parce que c'est un signe d'appartenance au parti auquel tiennent beaucoup de camarades.

Atelier « La place des femmes dans le parti »

Gwendo – Comité de Saint-Brieuc

Une quinzaine de camarades présentEs (4 hommes, ~11 femmes)

1. Les constats

Ont été abordés autant dans l'introduction que dans les interventions :

- à peu près 1/3 de femmes dans l'organisation ;
- partage sexué des tâches militantes ;
- même quand l'assemblée est paritaire, peu de prises de parole de femmes par rapport aux hommes, et ce parfois d'autant plus selon les sujets abordés. L'exemple a encore été donné le matin même lors du débat sur l'Europe où très peu de camarades femmes se sont inscrites ;
- une place des femmes dans l'organisation qui n'échappe pas à leur place dans la société, qui plus est dans une période de reculs et de crise, avec y compris des comportements, voire violences sexistes (cf. 4 pages édité par la CNIF).

Plusieurs camarades font des constats similaires dans les syndicats où elles militent, même dans les secteurs très féminisés. Constat d'un fort recul sur ce sujet dans toutes les organisations et, plus généralement, d'un recul du mouvement féministe.

Dans le même temps, lorsque les femmes sont bien plus nombreuses dans les équipes syndicales (du fait de départs notamment), les pratiques changent. Pour faire bouger les choses, il a beaucoup été question de nos modes de débats internes et des outils dont on peut se doter (point 2) et de l'importance de porter notre orientation féministe au travers de notre intervention (point 3).

2. Nos modes de débats et d'organisation

Nos façons de débattre, parfois très clivantes, l'ambiance de nos discussions, le « jeu des références » n'aident pas à ce que les femmes prennent toute leur place. Pour certainEs, ce constat vaut aussi pour que les ouvrierEs trouvent pleinement leur place dans l'organisation. A aussi été abordé le manque de solidarité entre camarades et notamment au niveau des directions. Plusieurs outils ont été évoqués, tous ne faisant pas l'unanimité.

Les AG non mixtes ont été abordées à la fois comme un outil à ne pas perdre et à faire vivre notamment pour répondre à un problème ou une question spécifique, mais présentant des points négatifs évoqués par plusieurs :

- risque de se placer dans une situation de victimisation, d'être dans un registre de la plainte ;
- si les AG non mixtes peuvent permettre d'apprendre à prendre la parole, elles ne sont pas pour autant automatiquement exemptes de rapports de domination.

A noter également : un camarade a fait état de sa participation à la réunion hommes organisée lors du stage de Tôtes pendant l'AG non mixte et animée par un camarade. Il l'a appréciée et regrette que peu de camarades hommes y aient participé.

Les inscriptions en listes alternées pour les prises de parole : peut être une fausse bonne idée, les camarades femmes se retrouvant parfois à avoir moins le temps de préparer leur intervention. Ne peut être fait qu'au cas par cas, à la demande des camarades femmes. Le problème reste également des listes bloquées très tôt (notamment pour les temps de débats nationaux – réunions du CPN, congrès).

La parité : plusieurs camarades n'ont pas été immédiatement convaincues, cela faisant peser sur les camarades femmes une problématique plus large de la participation des femmes aux cadres militants. Pour autant, il apparaît nécessaire de ne pas céder sur ce principe, à même justement de poser régulièrement la question de la place des femmes dans l'organisation.

Au-delà, et notamment pour l'apparition du NPA, il est nécessaire de ne rien lâcher sur la visibilité des femmes. D'autres pistes ont été abordées : la formation à la prise de parole (atelier organisé chaque année lors de l'université d'été) ou encore la communication non violente.

3. Notre intervention

Deux aspects ont été traités : à la fois les débats féministes en tant que tels et notre intervention dans les cadres dédiés, mais aussi l'apport spécifique des femmes et d'un regard de genre dans nos analyses et interventions.

Sur les débats et cadres féministes : le fait que les débats féministes soient menés doit être une bataille permanente prise en charge par la direction et ce doit être une tâche de l'organisation de construire les cadres féministes.

Les militantEs du NPA peuvent avoir des profils et expériences très diverses, il faut donc que cela passe également par la formation, notamment refaire des

formations basiques sur ce qu'est l'oppression spécifique des femmes.

Sur l'intégration d'un regard de genre dans nos analyses et interventions : les femmes subissent une oppression spécifique et de ce fait vivent encore plus durement la situation sociale et économique. Regarder les

choses du point de vue des femmes permet donc une compréhension du monde et des mécanismes de domination et d'oppression plus profonde et plus fine. Il s'agit également de mettre en visibilité, en tant qu'organisation féministe, les luttes des femmes sur tous les terrains.

Atelier « Formation »

Patrick – Comité de Rouen

23 camarades présents. Villes, régions, structures identifiées : Rouen, 91, Poitiers, Lyon, SNJ, Dunkerque, Alpes-de-Haute-Provence, Montreuil, Bordeaux, Dijon, Paris.

Le débat a été très riche, il a même manqué de temps pour toutes les prises de parole et évidemment pour commencer à conclure.

Question sur le fonctionnement de la Commission nationale formation (CNF)

Cette instance qui se réunit deux à trois fois l'an :

- organise le stage annuel de Tôtes à la Toussaint,
- répond à des sollicitations des régions en terme d'intervenants et de topos,
- travaille à la constitution de « kits » de formation (dossier avec exposé type et divers documents annexes, visant à faciliter le travail),
- est censée assurer la vitalité du site sur l'aspect formation.

Le site NPA est en reconstruction, il y aura un lien avec l'Institut européen de formation des élus anticapitalistes (IEFES) qui est encore en discussion.

L'objectif est de nourrir le site tant par la CNF que toutes les villes et régions qui font un travail de formation. Il est souhaitable de rappeler les liens dans l'info CE tous les six mois.

Débat et propositions

Stage de Tôtes :

Sur le contenu : accord général que la formation ne doit pas être du formatage. A Tôtes, il y a de la part des stagiaires une demande de contenu importante.

Dans le NPA, comment démontrer que le marxisme est un outil, mais pas le seul... Débuter par l'économie est-il adéquat ? Commencer par sociologie ouvrirait plus.

Oui il y a différents modes d'entrées, mais au départ les camarades n'ont pas de formation marxiste, ou évolutionniste matérialiste, il est important d'avoir un socle commun pour aborder d'autres choses.

La transmission des acquis est indispensable, la condition d'une vraie démocratie est de connaître. Il est important d'avoir une culture commune, avec des

cycles ouverts, car beaucoup de questions ne sont pas tranchées. Il y a utilité à élargir le spectre, même si l'éclectisme existe déjà en partie.

Comment faire profiter à tous ?

- envisager par exemple la parution de cahiers de l'école de formation,
- prendre l'habitude des podcast (actuellement les topos enregistrés à Tôtes sont consultables sur le site <http://souslaruine.free.fr/Totes/totes.html>)

Comment mobiliser les camarades car « l'offre » existe et pas toujours les participants ? Débat sur cette notion d'offre de formation. Il ne faut pas stopper la formation quand les camarades sont entrés dans le parti.

- pas d'accord avec la notion « d'offre »... le mot formation induit la reproduction de l'école, le lien prof-élèves, les vieilles traditions, un schéma « ceux qui savent » qui a fait faillite : on a tout faux. Ce qui est le plus important ce n'est pas d'avoir une tête pleine, mais assez de connaissances pour comprendre la société, y compris ce que la bourgeoisie défend, et que les camarades soient autonomes, nous devons être incitateurs ;
- les demandes de formations déstructurées viennent plutôt d'hommes vieux et formés, il y a besoin de revenir sur les expériences historiques, pour avoir des discussions plus simples ;
- les nouveaux militants ont aussi des acquis, on ne pensera pas tous la même chose, c'est comme ça qu'on construit un parti nouveau, on n'écoute pas assez... cf. discussion sur euro... Faire autrement pour argumenter hors des clivages pour éviter la paralysie des cerveaux.

Il faut mieux réfléchir ensemble, échanger, la formation par l'entrée historique a des travers : on ne réfléchit pas assez aux problèmes nouveaux.

Réfléchir à adapter le format et le moment pour rendre attractif et pour convaincre autour de soi.

Surtout, les comités doivent faire de la formation, de l'autoformation : par exemple avoir une petite présentation sur un thème d'actualité, problématiser autour de questions d'actualité, pour répondre à la propa-

gande quotidienne, pas des exposés trop historiques, voir par exemple des débats autour d'articles utiles.

Bordeaux : on propose des séances le samedi matin, et un travail avec les jeunes pour préparer des topos en commun, aussi en lien avec la situation.

Poitiers : dans le comité, il y a tous les 15 jours une présentation à vocation de formation, par un militant qui fait ainsi de l'auto formation, le débat est suivi d'un texte, ce qui fait qu'on a les mêmes réponses, argumentaires. En outre, on a lancé un journal local, écrit par les militants. Il faut également aussi aborder la question de comment prendre la parole en public ?

Paris XX° : Important envisager la question au niveau du comité. Après avoir organisé des cafés-débats avec film, bouquin, on a trouvé qu'il y avait les limites « café commerce », du coup on a eu l'idée de préparer ces initiatives dans le comité avant au travers d'un débat, puis d'organiser une journée sur un dimanche sur le fascisme.

Caen : nous sommes dans une association ouverte, qui organise de vrais débats : la formation avec les autres n'est pas inintéressante.

Lyon : On organise le travail en essayant d'organiser des temps d'élaboration collective (sur 5/6 semaines). On part des enjeux du présent, du travail théorique tel qu'il se pose aujourd'hui, un bouquin est présenté par un camarade, pensé comme une présentation, avec élaboration d'une pensée collective pour le travail quotidien. Il y a en outre un travail de réflexion plus spécialisée dans les commissions.

Limoges: nous organisons des réunions avec des vidéos, sur des thèmes présentés par des camarades, une occasion d'ouverture dans une salle municipale.

Rouen : sont organisées des formations « classiques » avec introduction et débat sur des thèmes les plus divers, mais aussi des débats autour de séances « Ciné NPA » dans un cinéma art et essai de la ville, qui regroupent plus de 50 personnes.

Autres réflexions

Attention : à côté de la difficulté à des formations formalisées, il y a une grande vitalité de la réflexion dans certains milieux jeunes par internet.

Il y a également une volonté de formation des militants ouvriers avec des problèmes pratiques (temps disponible) : nous avons besoins de « kits » tous faits.

Ne pas négliger l'extrême diffusion par internet, qui permet de donner des éléments de compréhension en quelques minutes, comme ceux qui ont circulé sur la dette par exemple.

Sur tous les sujets des réponses existent, dans « Wiki-rouge », qui permettent de donner des réponses au fur et à mesure. Si Wiki rouge existe, il faut aussi un Wiki arc-en-ciel... Nous avons besoin d'éclectisme, de sociologie critique.

Ne pas oublier d'enregistrer en mp3.

Il existe beaucoup plus de topos que ceux qui circulent : important d'améliorer la centralisation via le site par exemple, de recompiler ce qui existe car il existe un fond sous-exploité.

Il est important de prévoir une mutualisation du travail des formateurs/trices, de systématiser le travail en binômes

Comment les comités s'approprient tout le matériel disponible ? Est-ce que le format des kits est le plus adapté ? Comment socialiser, favoriser l'émulation ?

L'université d'été apprend aussi beaucoup de choses, dans le quotidien, comment convaincre l'autre ?

Nous faisons un essai de base de données de films militants : tout les idées sont bonnes à prendre.

